

INFORMATIONS MIDI-PYRENEES

HENRI KRASUCKI ***DANS LA REGION***

SOMMAIRE

- 1) EDITO
- 2) MEETING FETE UD HAUTE-GARONNE
- 3) DEBAT RADIO MOUN PAIS (EXTRAITS)
- 4) MEETING TRAVAILLEURS ALSTHOM EN LUTTE (EXTRAITS)
- 5) VISITE DE LA SNIAS, DU LAAS, DINER-DEBAT AVEC CADRES SUPERIEURS
- 6) REVUE DE PRESSE



BULLETIN DU COMITE REGIONAL N°44
SEPTEMBRE 1984

NUMERO D'INSCRIPTION A LA CP 579 D 73
DIRECTEUR: HENRI GENSOUS
IMPRIMERIE: UD CGT 19 PL. ST SERNIN
31070 TOULOUSE

PRIX: 1 F 00

Y METTRE LE PAQUET AVEC QUEL STYLE DE TRAVAIL

La venue d'Henri KRASUCKI en MIDI-PYRENEES il y a quelques jours est positive à plus d'un titre pour la C.G.T.

Débats ou meetings avec près de 4 000 travailleurs de toutes catégories dont 3 000 à la Fête de l'UNION DEPARTEMENTALE de la HAUTE-GARONNE, à la SNIAS, au LABORATOIRE LAAS du CNRS, à ALSTHOM TARBES dans la lutte, avec 100 ingénieurs et cadres supérieurs et ee, dans une période marquée par la montée des luttes revendicatives liées à l'aggravation de la situation économique et sociale de MIDI-PYRENEES et du pays.

Visites techniques dans des entreprises de très haut niveau technologique, en matière d'aviation, de robotique ou de micro-électronique, et à la fois le direct avec les travailleurs et les syndiqués sur leurs préoccupations, leurs revendications, leurs luttes .

Situé dans le cadre du Plan de Travail Confédéral, le type de ces initiatives nous interpelle sur le style de l'activité de la C.G.T. dans cette période.

Il s'agit bien d'appréhender, de se saisir des nouvelles technologies, des questions économiques, en les articulant avec l'ensemble des revendications pour avancer et gagner dans les entreprises, les bureaux et ce, concrètement sur le terrain, atelier par atelier, service par service.

"Y mettre le paquet", comme l'a affirmé Henri KRASUCKI à l'ALSTHOM, c'est créer les conditions pour des actions de masses, résolues, unitaires sur la base des revendications.

"Y mettre le paquet", c'est aussi pour nos directions d'UNIONS DEPARTEMENTALES, de SYNDICATS, d'UNIONS LOCALES, d'adapter ce style, ce travail offensif, avec des investissements personnels plus grands de nos militants, pour faire vivre le plan de travail de chacune de nos organisations, en suivant régulièrement le concrêt sur les adhésions, les finances, la presse syndicale... pour mieux forger l'outil syndical dont nous avons besoin.

Une meilleure activité syndicale, pour développer rapidement les luttes et s'en nourrissant, c'est la responsabilité de nos syndicats, celle des travailleurs, mais aussi la nôtre, à chacune et à chacun.

François CANEZIN,
Secrétaire du COMITE REGIONAL.

E
D
I
T
O

INTERVENTION D'HENRI KRASUCKI A LA FETE DE L'UD 31
LE 22 SEPTEMBRE 1984

Salut à toutes et à tous, travailleurs et militants de TOULOUSE, de HAUTE-GARONNE et des départements voisins, et merci de votre accueil.

Au terme d'une visite de trois jours dans votre Région, au cours de laquelle j'ai pu prendre connaissance de ses problèmes et de ses atouts, c'est avec beaucoup de plaisir que je participe aujourd'hui à cette belle fête que votre UD organise depuis maintenant quatre ans avec succès.

C'est l'occasion de passer un bon moment de détente entre amis, de se retrouver autour de la C.G.T., de son UD. C'est d'abord la fête. Mais c'est en même temps un moment de la lutte, le témoignage de la vie, des soucis, des espoirs, des actions des travailleurs et de leur famille. Tout cela dans une ambiance fraternelle, telle qu'elle existe dans la C.G.T. car pour nous, la lutte n'est pas morose, c'est la vie et nous avons l'optimisme de ceux qui combattent.



Ce que j'ai vu et entendu ici et dans votre Région, confirme ce que nous disons sur l'état d'esprit des travailleurs en cette période.

Chez vous aussi :

- . le pouvoir d'achat de toutes les catégories de salariés diminue, mais aussi celui des retraités, des allocataires, des chômeurs.
- . La vie est de plus en plus chère et tout un train de hausses est annoncé pour les mois à venir qu'il s'agisse de l'essence, des tarifs publics, des loyers.
- . Le chômage augmente sans cesse; deux millions et demi aujourd'hui, combien demain? Sans compter le chômage partiel, le travail précaire.
- . Partout il n'est question que de fermetures d'entreprises grandes ou petites: c'est 15 à 20 000 emplois dont la disparition est annoncée dans votre Région d'ici à 1990, dans l'aluminium, la chimie lourde, la sidérurgie, l'exploitation charbonnière.

Quel avenir, alors, pour votre Région, pour ses travailleurs, pour sa jeunesse ?

Alors qu'il était question de développement, de politique industrielle, de justice sociale, c'est l'inverse qui se produit, avec le signe moins partout.

Dire cela, ce n'est pas noircir le tableau, c'est constater la réalité.

Pas moderne votre Région ?

J'ai visité la SNIAS, les laboratoires du CNRS: entreprises et centres de recherche du meilleur niveau national et international.

Installations et produits, chercheurs et techniciens, ouvriers: tous ont les compétences nécessaires.

Voilà de quoi fonder de grands espoirs. Non la France n'est pas un pays condamné au déclin !

Et non, nous ne craignons pas les techniques nouvelles.

Mais pourquoi donc devraient-elles fatalement conduire au chômage ?

Et à qui fera-t-on croire que l'ALSTHOM à TARBES ou ailleurs n'est pas moderne ?

On y fabrique le moteur du train le plus moderne du monde, ça ne se fait pas avec des outils rouillés! et pourtant on annonce la suppression d'un quart des effectifs !



Le fait est que de plus en plus les travailleurs se disent, ça ne va pas, ce n'est pas ça qu'on a voulu, ce n'est pas cela qu'il fallait et qu'il faut faire. Et ils ont raison !

Toutes sortes de questions sont dans les têtes et sont posées à la C.G.T. Ou va-t-on ? Pourquoi en est-on arrivé là ? Quest-ce qu'il fallait faire ? Pourquoi cela ne s'est pas fait ? et surtout que faut-il faire maintenant ?

Toutes ces questions sont justifiées et ont leur importance, mais la plus importante de toutes finalement est bien celle-ci : Peut-on laisser faire ça, subir, et renoncer aux espérances légitimes? Faut-il se résigner au déclin, au chômage? Est-il vrai que tout est écrit, inévitable, immuable ?

Non, en réalité, les travailleurs représentent une force qui est capable de se faire entendre et de changer le cours des choses à condition de s'exprimer avec la vigueur qui s'impose.

Quand le monde du travail dans sa diversité prend conscience de la force qu'il représente et l'exerce comme il faut, il n'est au pouvoir de personne d'ignorer impurément sa volonté et lui imposer ce dont il ne veut pas.

Les grands moments de notre histoire se sont produits lorsque les travailleurs massivement lucides, déterminés, agissants et unis sur l'essentiel, ont pris en main leur destin.

Il n'existe pas de force plus grande et par-delà les interrogations et les nuances, une idée simple progresse parmi les travailleurs :

Il faut y aller! Ça n'est pas possible qu'on laisse faire cela, qu'on rate une telle occasion; on n'est pas entendu parce qu'on ne s'exprime pas assez fort.

Ce que d'autres ont su faire, nous savons le faire en mieux et en plus grand, non pas avec la volonté de détruire, mais au contraire pour aboutir à de meilleures solutions.

C'est ce sursaut salutaire qui commence à se faire jour dans des initiatives d'action que nous enregistrons dans la période présente et dans les jours à venir. Il faut faire vite et fort. Nous avons dit "il faut mettre le paquet". Il semble bien que le message soit reçu.

Aujourd'hui, il est beaucoup question de Renault et de ses usines du MANS.

Dans leur masse et dans l'unité, les travailleurs ont décidé de mettre les pieds dans le plat.

Ils en ont assez et puisqu'on fait mine de ne pas s'en rendre compte, ils ont pris les grands moyens. Du coup, on vient discuter avec eux.

S'il faut en arriver-là, la faute en est à ceux qui ont les oreilles bouchées.

Je trouve particulièrement hypocrite de pleurer sur la nouvelle R5, quand les travailleurs se battent, et se taire quand la direction met l'usine au chômage technique. Les mêmes qu'hier trouvaient les travailleurs sans ressort, les trouvent aujourd'hui trop énergiques.

.../...

Quels que soient les efforts de divers côtés pour flancuer le bourdon, une vérité toute simple s'impose: nous n'avons pas le choix ou bien y mettre toutes les forces nécessaires, ou bien subir. C'est tout choisi, il faut agir, et nous à la C.G.T. nous disons clair, net et fort: il faut agir, le plus unis possible, dans les formes les plus dynamiques et énergiques, sans écarter à priori aucune forme d'action, mais tel que les travailleurs le décident avec nous sur chaque question sociale qui leur est sensible, sur chaque problème tel qu'ils le ressentent.

Partout où les problèmes se posent. A l'entreprise d'abord, mais aussi dans la localité, la région ou la branche professionnelle et à tous les niveaux utiles, et tous ensemble si c'est nécessaire.

La C.G.T. à tous les échelons prendra à tous moments les initiatives concrètes qui correspondent à l'état d'esprit des travailleurs, aux possibilités et aux nécessités avec la volonté unitaire de rassembler pour l'action le plus grand nombre de salariés avec les organisations syndicales qui le voudront bien, sans gommer les divergences, mais unis sur l'essentiel.

Cela se nourrit des initiatives concrètes qui doivent être prises partout et qui concernent chacun là où il est, chaque organisation avec les travailleurs, avec le soutien des populations.

On peut s'interroger sur les formes d'action, ce qui compte d'abord c'est d'en avoir la volonté. Quand on est décidé, on comprend ce qu'il faut faire, on trouve et on fait et alors tout change.

Je réaffirme avec force: il n'y a pas de situation sans issue, rien n'est irréversible, tout dépend de ce que nous voudrions et ferons ensemble. Cette idée commence à s'imposer. Tous ensemble faisons-la grandir jusqu'à ce qu'elle soit partagée par des millions de travailleuses et de travailleurs.

Et d'un même pas, qui dit action, dit organisation. Pour peser de leur poids réel, pour être efficaces, les salariés ont besoin d'être organisés, c'est ce qui fait leur force. C'est même la seule chose qui fasse leurs forces. Cette organisation, c'est naturellement le syndicat et qui dit syndicat de lutte, dit C.G.T.

Cette vérité élémentaire s'adresse aux salariés, mais aussi, les organisations de la C.G.T. et ses militants.

Veillons donc bien à perfectionner et renforcer l'organisation de nos syndicats.

Ce n'est pas par hasard si en cette période décisive, nous voyons reflourir de plus belle les thèmes prônant l'individualisme, l'anti-organisation.

Ayons donc le souci d'améliorer le fonctionnement des organisations de la C.G.T., de rendre nos syndicats accueillants, sans exclusive, attentifs aux préoccupations des salariés de toutes catégories, ouverts à la discussion. C'est une réflexion et un travail en profondeur qui se mène dans la C.G.T. et qui va se poursuivre au grand jour, non pour trouver mauvais ce qui ne marche pas si mal, mais pour améliorer ce qui doit l'être, non par esprit de boutique, mais bien pour faire que la C.G.T. soit toujours mieux l'outil de défense des intérêts des travailleurs, dont ils ont besoin et que nous ferons avec eux.

Je voudrais m'adresser aussi bien à ceux qui se disent à quoi sert le syndicat qu'aux militants qui ont parfois tendance à sous-estimer l'importance du renforcement, de l'organisation, des finances, du syndicat, je vous pose à tous la question :

On parle beaucoup de la crise du syndicalisme, mais avez-vous entendu parler de crise du syndicat unique des patrons ? Pensez-vous que s'ils consacrent autant de monde, d'énergie et d'argent à leur organisation et à son fonctionnement, c'est parce qu'ils sont attardés !

.../...

Ils ont bien compris depuis le début la nécessité de l'organisation collective contre nous. Cela devrait suffire à faire réfléchir tous les travailleurs.



Combien de fois n'a-t-on pas présenté les travailleurs déprimés, sans ressort et finalement il y a eu bien des surprises car quelles que soient les difficultés, les problèmes, les conditions réelles de la vie, il y a de la ressource parmi les travailleurs.

Lutter ou subir, c'est cela le choix, et pour nous c'est tout choisi.

Le sens du syndicalisme, la raison d'être de la C.G.T. et l'issue, c'est la lutte.

HENRI KRASUCKI FACE A LA PRESSE REGIONALE

Ce débat a eu lieu le JEUDI 20 de 18 heures à 19 heures 15 dans les studios de RADIO MOUN PAIS, la radio CGT de la HAUTE-GARONNE. Ce débat était animé par Louis DESTREM, journaliste à l'HUMANITE, y participaient :

- ° Christian GUILLARD de RADIO TOULOUSE
- ° Catherine SUPERY de RADIO-FRANCE
- ° Henri VEIL de FR 3
- ° Michel LAFFARGE, AGENCE ACCES (rediffusant sur 11 radios locales de la Région)
- ° Jean-Pierre BALUSSOU, LA DEPECHE DU MIDI
- ° Edouard PIVOTSKY de RADIO MOUN PAIS.

Nous ne pouvons, bien évidemment pas reprendre le débat in extenso. Seules quelques questions/réponses ont été sélectionnées et que nous reproduisons ci-dessous.

°°°°°
°°°°
°°

Louis DESTREM

... Dans votre discours de BORDEAUX, vous déclarez "qu'on considère que tout est encore possible, mais il est juste temps".... Je voudrais savoir ce que vous voulez dire par "Il est juste temps" ?

Henri KRASUCKI

Il y a plusieurs choses oui, d'abord, effectivement les dossiers énormes dans certains domaines. Par exemple, au plan industriel. Si on laisse réellement s'accomplir les fermetures annoncées des entreprises sidérurgiques, si on laisse réellement démanteler CREUSOT LOIRE; si on laisse fermer les chantiers navals qu'il est projeté de fermer, ce sont des situations irréversibles. Il est tout juste temps d'empêcher des choses pareilles, je n'ai cité que ceux-là, nous y reviendrons sûrement, il y en a beaucoup d'autres. Ce qui sera détruit, il faudra bien le reconstruire un jour, mais à quel prix. Et quand je parle de ces entreprises-là, elles sont considérables et je pense à tout ce qui tourne autour ou qui en dépend, par exemple, on parle de CREUSOT LOIRE parce que c'est une affaire très importante, elle est tout à fait actuelle, seulement pour LE CREUSOT, autour du site il y a 300 entreprises petites et moyennes avec des milliers de salariés qui ne vivent que de la sous-traitance pour CREUSOT-LOIRE. Si ça ferme, ils disparaissent tous, on peut en dire autant pour les autres sites du GROUPE CREUSOT LOIRE, et c'est la même chose pour les chantiers navals, c'est la même chose ici. même dans la Région. Si par malheur on laissait fermer les activités autour du charbon à CARMAUX et bien ce sera fermé, donc il est "juste temps", c'est cet enjeu.

Henri VEIL FR3

Il me semble que vous, depuis le début de l'été, vous êtes franchement critique à l'égard du Gouvernement ?

Henri KRASUCKI

Je n'ai pas attendu le début de l'été. Tout d'abord la C.G.T., comme Organisation Syndicale, sa fonction, sa raison d'être, c'est la défense des revendications des salariés quelque soit le Gouvernement. Naturellement, quand un gouvernement sur lequel les travailleurs ont espéré, fait des choses intéressantes, nous n'allons pas dire le contraire. C'est ce qui c'est passé en 81, en toute indépendance.

.../...

Quand il a commencé à prendre des mesures contraires aux intérêts des salariés, il faut l'empêcher et comme ça continue, au moment où ça s'aggrave, nous sommes bien obligés de faire ce que nous disons, c'est-à-dire d'appeler les travailleurs à réagir, mais en se mobilisant avec une force suffisante pour empêcher ce qui est absolument incompatible avec leurs besoins. Le pouvoir d'achat dégringole, les entreprises ferment, pas seulement les gros dossiers, il est important de penser à ces multitudes de petites boîtes qui disparaissent, en silence, mais elles disparaissent tout de même, avec les dégâts qui en résultent, c'est insupportable, c'est injustifié? Et bien, voilà pourquoi, nous à la C.G.T. nous l'avons fait dès le mois d'AOUT, nous l'avons confirmé dans nos assemblées de la rentrée, je l'ai fait au nom de la C.G.T. comme il vient d'être rappelé à BORDEAUX, j'ai continué lors d'une émission du GRAND JURY RTL, LE MONDE, récemment en appelant les travailleurs "à mettre le paquet", certains de mes interlocuteurs de la presse qui m'interrogeaient, me disaient "vous dites-ça, mais il ne se passe rien", depuis il faut être attentifs à ce que nous disons et ensuite à ce qui se passe, parce qu'il se passe quelque chose, et j'observe enfin dans ces mouvements qui se produisent, que je vais citer, les ingénieurs, quelquesoit leur préférence syndicale, sont partie prenante.

Hier, se déroulait des manifestations considérables pour empêcher une catastrophe aux chantiers navals, ceux de LA SEYNE et aussi ceux de ST NAZAIRE, il y avait TOUS les travailleurs de ces chantiers, des ouvriers aux ingénieurs, tous les ingénieurs y étaient, avec les ouvriers. C'est un phénomène nouveau très important, il y avait le soutien populaire, la population y participait à ces manifestations et ses représentants les élus, y compris les autorités religieuses comme c'était le cas à TOULON, et c'est la même chose au CREUSOT, des ouvriers aux ingénieurs, ils sont tous d'accord pour dire, c'est pas possible d'accepter des choses pareilles, et bien voilà ce que nous faisons.

Catherine SUPERY (RADIO-FRANCE)

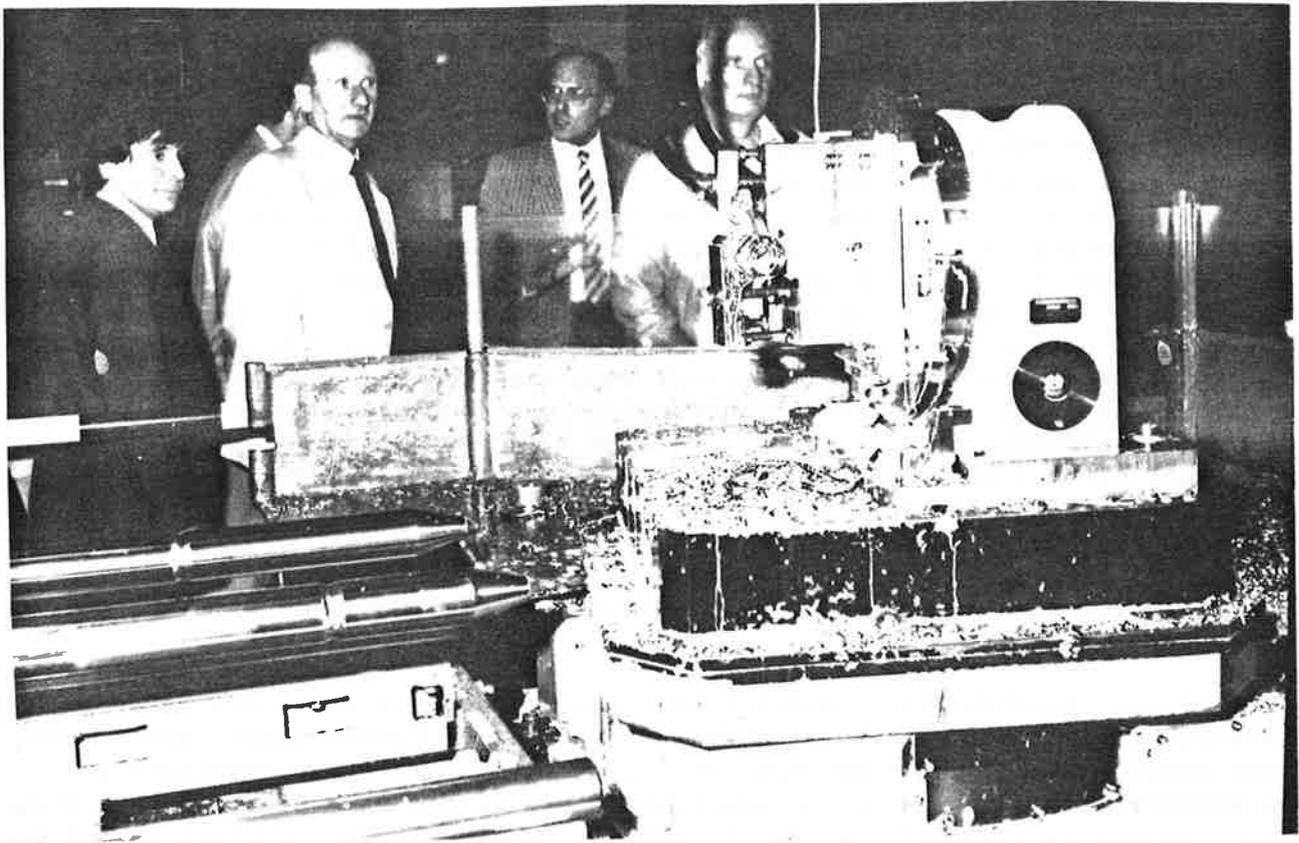
Est-il vrai que vous avez été mal accueilli à la SNIAS ?

Henri KRASUCKI

Puisque vous me posez cette question, c'est vrai. Non, comme visiteur ne venant pas parler des réalisations techniques de l'activité de l'entreprise, j'ai été reçu tout à fait courtoisement et on m'a présenté une des usines, ST ELOI, qui est très intéressante, extrêmement moderne, du point de vue de l'usinage, de la fabrication des éléments des avions. C'est impressionnant, bon, sous cet angle-là, l'accueil a été parfaitement correct. Mais-là ce sont mes camarades de la C.G.T. et les travailleurs qui sont syndiqués ou amis de la C.G.T. qui sont en droit de se poser des questions, et moi aussi après, parce que, à l'issue de cette visite, comme il est normal, il y avait une rencontre entre moi-même et les responsables qui étaient avec moi et les adhérents de la C.G.T. et ceux qui voulaient bien venir, c'était ouvert à tous ceux qui étaient intéressés par une conversation avec moi!

Mais nous avons appris avec stupeur, alors que nous étions dans la salle, qu'il y avait des gardiens de l'entreprise qui, fait exceptionnel, habituellement à ce que l'on m'a dit, les gens peuvent entrer, les gens de l'entreprise, il y a toujours une petite fête, on arrose un anniversaire, une naissance, un mariage, il n'y a pas de problème, mais-là puisqu'il s'agissait de venir discuter avec le dirigeant de la C.G.T. il y avait un dispositif, disons dissuasif, alors ça n'est pas tout à fait légal, mais quand même c'est déplaisant.

Je trouve que ce n'est pas très correct, ça donne une drôle d'idée des libertés syndicales telles qu'on les conçoit, je n'ai pas apprécié cet aspect-là des choses, par contre, je retiens la courtoisie de l'accueil du personnel.



Henri KRASUCKI et Alain OBADIA, Secrétaire Général de l'UGICT à l'Usine ST ELOI de la SNIAS

Henri KRASUCKI

En réponse à une question de Michel LAFARGE (AGENCE ACCES),

...
Il faut des syndicats, et des syndicats que les travailleurs s'en occupent. Actuellement, par exemple, vous me dites que nous proposons, mais les propositions pour chacun des dossiers nous en avons des tonnes et en fait, pour le moment on en tient plus compte, pas plus que celles des autres d'ailleurs, c'est un refus. Alors dans la situation où nous nous trouvons, il arrive un moment où ça n'a pas de sens de continuer à dire à des gens, que je ne traite pas en adversaires, c'est un autre problème, ce sont des interlocuteurs gouvernementaux, les patrons, c'est encore autre chose, le CNPF, mais des interlocuteurs gouvernementaux avec qui nous pouvons effectivement discuter, mais au bout d'un certain temps, quand on a présenté des propositions et que l'on fait le contraire, nous n'allons pas nous donner le ridicule et l'impression de tromper les travailleurs en disant "Bon on continue". Ça ne sert à rien, c'est pas parce qu'ils sont sourds, c'est parce qu'ils ont choisi de faire autre chose. On ne va pas les laisser comme ça amputer le pouvoir d'achat, refuser d'examiner sérieusement les solutions et appliquer d'autres mesures que les fermetures, ils ne trouvent que ça. On ferme, on réduit, on licencie et où est-ce que l'on va ?

Où est-ce qu'on embauche? et où est-ce qu'on discute sérieusement des choses ?

Pour pouvoir discuter des solutions, la clé, c'est la nécessité d'action, je le dis tel quel "Il faut que les travailleurs aient un rapport de force qui leur soit plus favorable", sinon ça ne bougera pas.

Les meilleures propositions du monde ne trouveront pas d'oreilles attentives. Cela dit, les propositions elles existent bel et bien. Elles existent pour ce qui est du CREUSOT, le problème financier, les familles SCHNEIDER, EMPAIN, DEWENDEL, qui sont

les propriétaires de CREUSOT-LOIRE et de l'ensemble du GROUPE EMPAIN SCHNEIDER dont le Premier Ministre lui-même a dit que leurs agissements étaient scandaleux. Il a dit ça quand il était Ministre de l'Industrie, il y a quelques mois seulement. En disant: Ils disent, "les bénéfices on se les garde, les pertes on les fera payer aux contribuables", il dit, c'est inadmissible, mais il laisse faire et s'incline devant leurs exigences. Nous, nous disons, si c'est inadmissible et ça l'est effectivement, sur le constat nous pouvons être d'accord, alors il faut agir et est-ce que c'est normal que ces gens-là puissent bénéficier de la diminution des impôts l'année prochaine? Vous vous rendez compte ils sont en train de piller l'économie française, l'industrie française, des entreprises en question, ils vont maintenant les liquider et ils sont à la tête de fortunes gigantesques et on nous dit y a pas moyen de financer. C'est pas vrai. Il y a moyen de financer, il ne faut pas craindre de s'en prendre sérieusement à ceux qui ont à la fois, et ont des comptes à rendre, dans le cas précis.

A une question d'un journaliste sur le départ des ministres communistes, Henri KRASUCKI de répondre :

A cet égard, je n'ai rien d'autre à dire que ce que nous avons dit lorsque l'évènement s'est produit, nous ne choisissons pas le Gouvernement, nous avons donné notre opinion tout simplement en disant, puisque c'était important qu'il y ait des ministres communistes, c'est important quand il n'y en a plus, ça veut dire quelque chose, ça inquiète les travailleurs. Cela dit, le Gouvernement il est ce qu'il est, on fait avec, nous s'il veut bien faire, il nous trouvera...

Question d'un journaliste sur les raisons particulières de la visite d'Henri KRASUCKI, d'entreprises que l'on se plaît à dire de pointe ici à TOULOUSE.

Henri KRASUCKI

Oui et non, non en ce sens que, tous les mois en moyenne, je vais visiter des entreprises dans des régions différentes, travaillant dans des branches d'activité différentes.

Je les ai visitées pour prendre connaissance de la réalité du travail d'aujourd'hui. Qu'est-ce la technique aujourd'hui, y compris la technique de pointe aujourd'hui? et du même coup, j'écoute les explications et informations que me donnent les techniciens et les ingénieurs, les gens qui dirigent les techniques de ces activités-là. Ça me paraît nécessaire et ce qui fait que je peux parler de ces choses sans doute avec une meilleure connaissance que certains de mes interlocuteurs qui parlent des conséquences, des changements techniques, sans aller voir sur place de quoi il retourne en réalité. Or, il faut voir. Je sais un peu de quoi je parle et puis, je saisis cette occasion pour aussi rencontrer les travailleurs de toutes catégories, les syndiqués de la C.G.T., les militants de la C.G.T. des entreprises, je les écoute. Nous avons programmé MIDI-PYRENEES et c'est dans ce cadre-là que je suis en réalité, ici, et c'est dans ce sens qu'il n'y a pas de raisons particulières, c'est systématique. Ce qui est particulier, c'est ce que je viens voir ici, il se trouve que c'est une région où il y a beaucoup de choses intéressantes, j'y reviendrai d'ailleurs à d'autres occasions.

Là, notre programme, nous l'avons conçu en fonction précisément des problèmes, des techniques de pointe, parce que trois de nos choix ne sont pas fortuits, LA SNIAS, LE LAAS en robotique et en micro-électronique et ALSTHOM, ne sont pas des entreprises traditionnelles. Ce sont des entreprises de pointe. J'ai voulu voir ça. Je vous signale que la visite précédente c'était FRAMATOME au mois de MAI, au CREUSOT, huit jours avant le dépôt de bilan. C'était aussi une usine de technique de pointe. Cette région qui a beaucoup de caractéristiques, on y trouve toutes sortes d'entreprises, toutes sortes d'activités, je n'oublie pas, nous en reparlerons sûrement, LE CHARBON-et les autres activités et DECAZEVILLE, nous avons choisi-là le côté de pointe qui caractérise votre Région. C'est le sens de cette visite.

.../...

Après avoir visité la SNIAS, après le magnifique marché que vient d'emporter AIR-BUS aux ETATS-UNIS, vous devez être content vous certainement aussi ?

Henri KRASUCKI

Naturellement, en gardant les pieds sur terre comme il est normal. La SNIAS est une usine qui est très performante, de haut niveau, ce qui prouve à ceux qui disent "On ne sait rien faire en FRANCE " "on est bons à rien" "on achète chez les autres" " on est en retard sur tout" , c'est pas vrai. Moi, je visite toutes sortes d'entreprises et je note qu'on sait faire des choses admirables, et bien-là, c'est le cas. Ce que j'ai vu est tout à fait remarquable et effectivement ce marché il n'a pas été passé pour des raisons financières, contrairement à ce que certains ont dit, ils ont eu tort, que c'est à cause du dollar.

Pas du tout, ils l'achètent en dollars. Ça n'a pas d'incidence de ce côté-là, d'ailleurs, que le dollar monte ou qu'il descende, de toute façon c'est la crise, ça nous fait du tort, dans un sens ou dans l'autre. Ce n'est pas pour cela, ils l'ont dit eux-mêmes, voyez les déclarations de leurs représentants, c'est du bon matériel, du matériel de bonne qualité. Voilà pourquoi ils l'ont acheté.

Ce marché est intéressant à la fois parce qu'il confirme la valeur de ce produit, il ouvre dans des perspectives des débouchés pour activités ultérieures, momentanément, il n'a pas d'effet tout de suite, on le sait, parce que il s'agit d'appareils déjà fabriqués dans un premier temps, mais à terme ça va donner du travail, c'est intéressant et c'est susceptible de donner plus de renommée, donc d'ouvrir de nouveaux débouchés vers d'autres marchés, parce qu'il faut conquérir d'autres marchés, pour assurer le développement de cette entreprise. Donc ça aura-là des conséquences favorables pour l'emploi, réduire ou diminuer le chômage technique et même favoriser l'emploi et aussi la formation, le perfectionnement professionnel, qui déjà d'une manière importante dans cette entreprise, ce que j'ai vu, me le confirme.

Ce n'est pas parce que nous avons un litige dont j'ai parlé tout à l'heure qui est sérieux sur la question des libertés, certaines discriminations à l'égard de la vie syndicale dans l'entreprise que je perds de vue la qualité technique et la qualification des gens, depuis les ouvriers jusqu'aux ingénieurs, ce sont des gens très compétents qui font tout cela.

Je préfère avoir le sourire, que faire la grimace.



... Tu as parlé des technologies nouvelles, d'industries de pointe, des industries où sont de plus en plus majoritaires des ingénieurs, cadres et techniciens, la C.G.T. semble préoccupée par ces catégories ?

Henri KRASUCKI

Le problème n'est pas d'échapper, c'est un phénomène important qui se produit déjà depuis un certain temps et qui s'accroît, il n'y a, du fait de l'évolution de la vie professionnelle des industries, des activités, il y a un nombre de plus en plus important effectivement de personnel de ces catégories dans les entreprises françaises. Dans l'industrie et au-delà, et tout naturellement ça amène la C.G.T. à le prendre en compte. Nous n'avons pas découvert aujourd'hui. Si nous avons constitué l'Union Générale des ingénieurs, cadres et techniciens, il y a maintenant une bonne dizaine d'années, c'est précisément parce que nous avons conscience de la nécessité d'un type de syndicalisme C.G.T., mais adapté à l'état d'esprit, aux problèmes, aux préoccupations de ces catégories nouvelles de travailleurs salariés. Nous continuons systématiquement cet effort-là.

Ça pose toutes sortes de problèmes à eux et à nous. C'est jamais unilatéral et quand je dis nous, ce n'est pas seulement la C.G.T. ça pose des problèmes par exemple aux ouvriers. Traditionnellement, d'origine le syndicalisme est né chez les ouvriers, pas seulement en FRANCE, la C.G.T. est née syndicat ouvrier, tous les syndicats, la C.G.C. est une organisation corporatiste, née beaucoup plus tard. Dans tous les pays, le syndicalisme a été d'abord un syndicat d'ouvriers. Alors, pour les ouvriers ça pose un problème, par exemple, j'ai discuté avec des syndiqués C.G.T. de la SNIAS et des responsables, de ce problème dont ils ont conscience et dont ils s'occupent d'ailleurs avec beaucoup d'activités, c'est intéressant.

Autrefois, dans cette usine il y avait une majorité d'ouvriers qualifiés et puis des techniciens et des ingénieurs. Maintenant, les ouvriers, ils sont minoritaires viennent les techniciens et les ingénieurs. Alors comment vivre ensemble; ça pose un problème, donc aux ouvriers, dans ces conditions-là, qui ont de plus anciennes traditions syndicalistes. Mais ça pose un problème à cette catégorie parce que, on peut bien être ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, ou bien même employés, on n'en a pas moins des intérêts personnels, professionnels, individuels ou collectifs en tant que salariés.

Des questions de promotion, des questions de déroulement de carrière, des questions de qualifications, des salaires au niveau de vie, c'est légitime.

La défense collective des salariés, c'est le syndicat. La C.G.T. c'est le syndicat qui peut le faire alors dans l'optique qui correspond à leur état d'esprit et aux problèmes, tels qu'ils les conçoivent, il faut bien qu'ils se groupent et qu'ils participent à leur façon à l'action syndicale. C'est leur affaire. Ça leur pose une question à eux. Et ça en pose une aussi à nous C.G.T. dans ce sens que, en présence de problèmes nouveaux, il faut être capables ensemble de trouver une réponse nouvelle, le syndicalisme pour des catégories de ce type avec la formation qu'ils reçoivent, qui n'est pas seulement professionnelle, ils reçoivent aussi une certaine formation idéologique, même quand ils ne s'en rendent pas compte. Dans les écoles professionnelles ou à l'université, ils arrivent à interpréter une certaine idée de la vie professionnelle. Après, ils se confrontent avec les réalités. Et bien, nous, nous devons trouver des méthodes, des formes, de l'action syndicale, la tonalité qui correspond à ce qu'ils sont.

A ce qu'ils attendent et faire en sorte qu'il y ait une compréhension entre les catégories ouvrières et techniciennes, et aussi entre les catégories personnel d'exécution et personnel d'encadrement. Pourquoi est-ce que ça doit être obligatoirement des rapports conflictuels. Ça peut changer, ça pourrait être plus des rapports de coopération. Nous sommes pour changer ça, mais ça demande un effort des deux côtés. Je pourrais continuer ainsi sur ce sujet, mais c'est trop important. ...

Michel LAFFARGE , AGENCE ACCES.

...

Ne vaut-il mieux pas moderniser notre production et ensuite relancer la consommation pour relancer la production ?

Henri KRASUCKI

Mais où avez-vous pris que la C.G.T. propose purement et simplement de relancer l'économie par la consommation ? Ce n'est pas la proposition de la C.G.T. Naturellement, nous pensons que , faire perdre du pouvoir d'achat aux gens qui travaillent ce n'est pas juste. Ils travaillent, il n'y a pas de raison qu'ils perdent du pouvoir d'achat.

Deuxièmement, dans la reprise économique, c'est un élément de marasme.

Il faut, non que, les marchés se tiennent et si on veut vendre des produits français, il faut bien qu'il y ait des gens pour les acheter. Mais nos propositions ne se résument pas à cela.

Justice et en même temps c'est un élément économique non négligeable, mais la proposition principale en matière de relance de l'économie, de développement économique et de véritable modernisation, sont fondés sur le développement de l'emploi, des activités productives en FRANCE, c'est de cela qu'il s'agit. Il s'agit précisément pour être capables de faire en FRANCE une plus grande part des choses qu'on est obligé d'acheter à l'étranger aujourd'hui.

L'essentiel de nos propositions en la matière, c'est une politique d'investissements, d'investissements utiles, mieux contrôlés, mieux utilisés et aussi une meilleure utilisation du marché tel qu'il est, le marché français ce n'est pas seulement ce que les gens achètent, la plus grande part du marché français, c'est ce que les entreprises et les administrations achètent. Or, il y a une quantité de choses qui existent en FRANCE et qu'on va chercher ailleurs, il y a un immense travail de développement des productions françaises. C'est ça, la proposition de la C.G.T. et là c'est la réponse vraie au problème qui est posé et qui est mal posé actuellement. On nous dit, on modernise et ça se traduit par la casse. Mais nous disons, modernisons en construisant, en développant, en créant et en donnant du travail aux gens. C'est là qu'est toute la différence et elle est énorme.

CH. GUILLARD -RADIO TOULOUSE

On a l'impression que les ouvriers ne sont pas trop mobilisés, la direction dit "Il faut mettre le paquet", puis les travailleurs, sauf dans les cas que je dirais désespérés, ne se mobilisent pas trop.

Henri KRASUCKI

...

Je trouve, au contraire, que les travailleurs ont tendance à se mobiliser davantage en ce moment. J'observe un peu ce qui est entrain de se passer. Ceux qui bougent en ce moment. Ce comportement des travailleurs pourrait bien avoir des surprises, à mon avis, ce sera des surprises heureuses.

D'autre part, nous disons, il faut un grand syndicat et bien, la C.G.T. est un grand syndicat, mais elle a besoin effectivement de l'être plus, elle a besoin de s'adapter. Nous ne nous contentons pas de résultats intéressants de notre activité, nous ne nous contentons pas de l'acquis d'autrefois, de ce que les générations précédentes ont fait. Et bien aujourd'hui, il nous faut aider les travailleurs à mieux réussir une organisation syndicale qui colle bien à ce dont ils ont besoin. J'ai noté certaines adaptations nécessaires concernant les catégories nouvelles des salariés qui jouent un rôle important dans la vie professionnelle. C'est vrai pour eux, mais aussi pour les jeunes générations, un syndicat comme la C.G.T. est en constant mouvement, on peut toujours s'adapter et pour le faire une discussion est en cours dans la C.G.T. et en public, c'est ce que nous avons entrepris. C'est une décision collective, c'est un mandat de notre Congrès, et nous le faisons avec persévérance, nous avons commencé dès notre dernier Congrès, c'était en 82, nous continuons, le prochain est dans un an et d'ici là, nous sommes en

.../...

train de mettre sur pieds toute une activité, un ensemble d'initiatives dans notre Organisation pour que ça vive, pour que ça discute, qu'on ne craigne pas de se remettre en question, qu'on pose la question ouvertement et publiquement aux travailleurs mais alors comment voulez-vous que serve la C.G.T. dans l'entreprise, dans notre entreprise, ce qui va, ce qui ne va pas et vous-mêmes qu'est-ce que vous proposez, qu'est-ce que vous êtes prêts à faire avec nous, à la fin du compte on a le syndicat que l'on mérite.

Michel LAFFARGE - AGENCE ACCES

Laurent FABIUS fait des propositions: sur la flexibilité de l'emploi, le développement du temps partiel, du temps choisi, la formation des jeunes, les travaux d'intérêt public, se sont des solutions peut-être précaires, mais immédiates au chômage, alors pourquoi la C.G.T. ne les retient pas, même provisoirement, pour faire face à ce chômage ?

Henri KRASUCKI

Ça dépend de quelles propositions, vous me prêtez un rejet global, nous, nous demandons à examiner propositions par propositions, s'il y en a de bonnes on les examine. Nous n'avons pas une attitude systématique. Il y a quelque chose de préoccupant, on parle du Gouvernement, moi je n'oublie pas le CNPF qui existe, le CNPF exerce une pression extraordinaire sur tout le monde y compris sur le Gouvernement, pour essayer d'obtenir le maximum de travail précaire, c'est-à-dire d'éliminer au maximum les garanties contractuelles conquises de longue date par les travailleurs et qui leur assure un peu de sécurité. Ils veulent liquider la notion générale d'une politique contractuelle, ils veulent revenir avant 1936, voilà la vérité! Aussi sur le contrat de travail, vous vous rendez compte, c'est seulement en 36 qu'on a acquis les conventions collectives, puis par la suite quelque minimum de garanties, qui font que, quelqu'un qui est embauché après une période d'essai, il a un contrat stable qui lui donne un minimum de sécurité d'emploi. C'est un minimum, car les patrons quand ils veulent licencier, ils ont toutes les facilités pour le faire. Ce n'est pas encore suffisant, ils voudraient pouvoir le faire n'importe quand. On a acquis en 36 le droit de ne pas permettre aux patrons d'employer le temps personnel des gens à leur guise. Il vaut mieux que cela soit réglementé. Qu'on ne puisse pas faire travailler, la nuit, le dimanche, le temps qu'on veut quand cela les arrange. Maintenant, ils veulent éliminer des conquêtes qui ont un demi siècle, et pouvoir utiliser les gens n'importe comment, quand ça leur convient à eux, quitte à désorganiser la vie personnelle et on nous parle de la qualité de la vie.

Ils veulent demain avoir le maximum de situations précaires, les petits boulots, un jour-là, un petit contrat-là, un petit peu d'intérim, qu'est-ce que c'est cette situation pour des travailleurs quelque soit leur âge, et à plus forte raison pour des jeunes qui entrent dans la vie, qui entrent comme cela en zig-zag, en insécurité totale, c'est honteux. C'est ce que veut le CNPF.

Si le Gouvernement doit entrer dans cet engrenage-là, nous ne pouvons pas être d'accord. Qui que ce soit qui propose des choses pareilles, nous sommes obligés de dire aux travailleurs concernés, ne vous laissez pas faire, battez-vous pour de vraies solutions au problème de l'emploi. Ce n'est pas parce qu'il y a des conquêtes sociales, qu'il y a du chômage. Ce n'est pas de là que vient le chômage, le chômage, il provient de la crise du capitalisme.

Edouard PIVOTSKY - RADIO MOUN PAIS

Dans la région, tous les grands secteur industriels de la région sont quasiment dans le secteur nationalisé, or apparemment, rien n'a changé.

.../...

Henri KRASUCKI

Cela ne veut pas dire que ça ne peut pas changer. Dans notre détermination à une mobilisation et à une action, il n'y a rien de désespéré, c'est au contraire, le moyen d'être efficaces, dynamiques, pour changer, mais le fait est, que pour le moment, ça ne change pas.

Vous avez raison, les entreprises nationales ne jouent pas le rôle, le rôle pour lequel elles ont été faites. C'est vrai dans la région, c'est vrai partout. Cela dit il y a un certain nombre de problèmes qu'on ne peut pas éviter d'évoquer, car ils sont considérables, au niveau de la région. Le pouvoir d'achat, il y est en baisse globalement dans la région, le chômage y augmente et dans certaines zones plus que la moyenne nationale, vous avez quelques dossiers particulièrement aigus et préoccupants, si je prends par exemple, DECAZEVILLE, CARMAUX, LE CHARBON, l'avenir du coke et les utilisations qui en sont possibles, contrairement à ce qui avait été annoncé et commencé, au lieu du développement de la production charbonnière, on va à son extinction, et on va à une liquidation à CARMAUX de l'ensemble des activités, c'est inacceptable, non pas seulement du point de vue des mineurs, mais les ingénieurs, tous ceux qui y connaissent quelque chose et puis la population comprend que, si on laisse faire ça il n'y a plus d'activités. Substituer quelque chose à une activité utile, ça n'a pas de sens, il faut l'ajouter.

Une question posée à Henri KRASUCKI par un journaliste pour savoir si sa position sur le charbon est partagée majoritairement dans l'opinion?

Ce à quoi Henri KRASUCKI, répond :

Le charbon actuellement est une des matières premières qui a le plus d'avenir. Contrairement à ce qui a été dit, c'est moins cher, et a tendance à devenir de moins en moins cher, comme produit énergétique. Mais le charbon ce n'est pas seulement un moyen de chauffage, le charbon, c'est une matière première noble, qui permet des transformations chimiques, on tire énormément de choses du charbon, il est plein d'avenir, c'est scandaleux de le brûler, il y a certains types de charbons qu'on a beaucoup plus avantage de transformer en un produit utile pour améliorer la vie des gens. Il existe, il a un grand avenir, c'est seulement la désinformation qui peut faire que des gens aient des doutes à cet égard. Il y a des responsables à cette désinformation, cela dit, je suis pour que les gens de CARMAUX, mineurs, ingénieurs et aussi la population, aient la possibilité de s'exprimer clairement et je crois qu'ils ont leur idée sur l'utilisation, ils ne sont pas les seuls, et nous avons tous les moyens d'en démontrer la validité. DECAZEVILLE et ses activités, vous vous rendez compte le centre des activités industrielles qu'était DECAZEVILLE? Qu'est-ce que c'est entrain de devenir, qu'est-ce qu'on va en faire? Plusieurs grandes entreprises régionales dépendant d'entreprises nationales sont mal dirigées, mal orientées, ça fait partie des raisons de la situation que nous connaissons, cela dit c'est ce que nous combattons.

Pourquoi est-ce qu'à la CERAVER ça devrait continuer à se passer comme ça se passe, pourquoi une des activités de PECHINEY dans l'ARIEGE, pourquoi est-ce que ça devrait se passer comme ça se passe ici?

Chaque région a ses atouts. Chaque région a ses moyens, il n'existe pas en FRANCE une région qui serait un désert dont il n'y aurait rien à tirer, ce n'est pas vrai. La région MIDI-PYRENEES n'est pas seulement une région très attachante, mais c'est une région qui a au moins les atouts que tous ses habitants lui connaissent. Pourquoi est-ce qu'on renoncerait à valoriser aussi bien les ressources naturelles, que les ressources humaines très grandes dans la région.

Nous, nous nous inscrivons dans une orientation non pas de déclin, mais de développement de la vie régionale, en nous appuyant sur ce qu'il y a de meilleur. Je n'accepte pas de classer les choses en traditionnelles, modernes, du passé, dit de pointe, qu'est-ce que vous voulez, il vous faut toujours vous habiller, se loger, il faut faire des maisons, des vêtements, des chaussures, on en fait de moins en moins en FRANCE, on les importe,

.../...

on sait faire des chaussures. Nous, nous considérons qu'il n'y a pas de raison que l'on cesse de fabriquer ces choses-là.

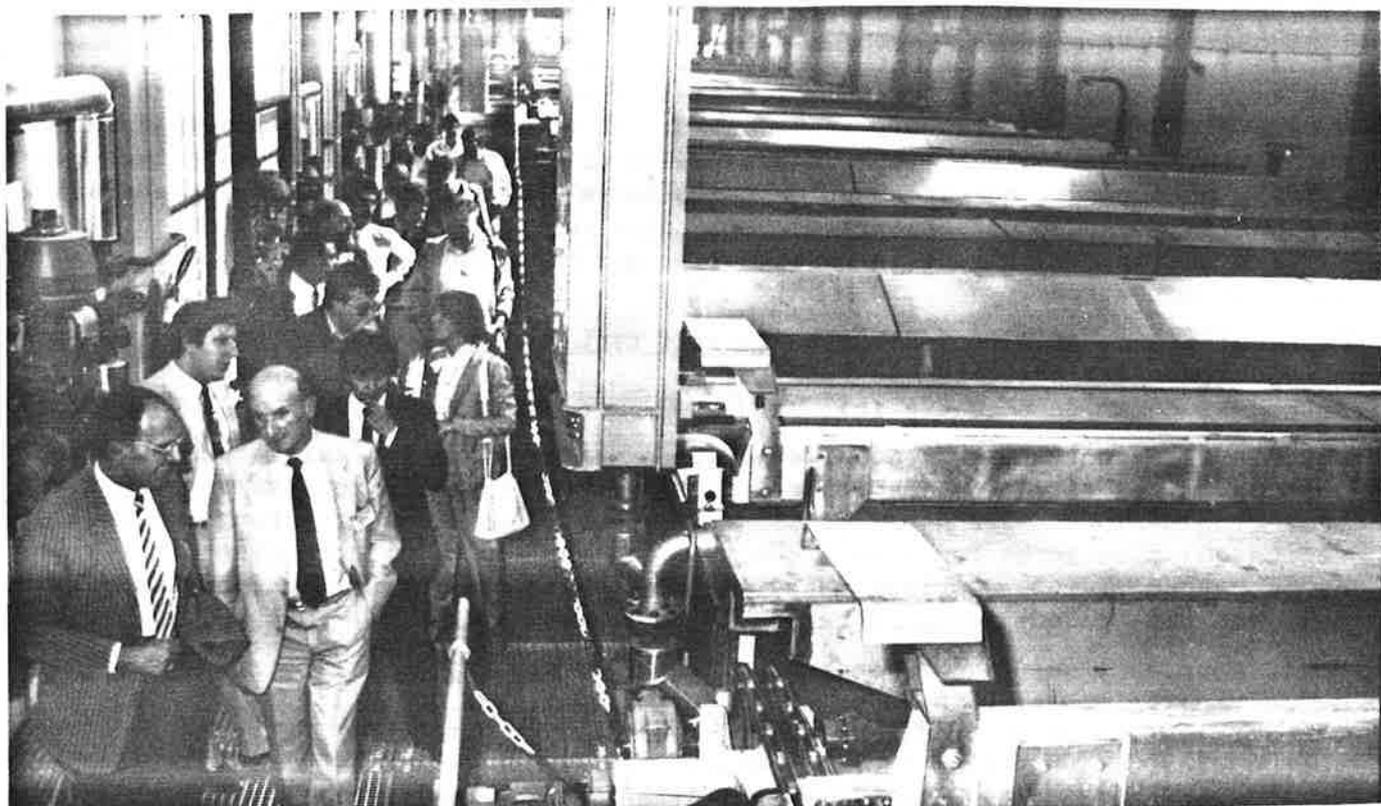
C'est traditionnel? Quel problème? ça peut se faire avec des moyens modernes, mais ça fait vivre des gens ici dans la région, par exemple, dans d'autres régions aussi. De pointe? J'ai parlé tout à l'heure suffisamment du caractère particulièrement avancé de cette région dans une série de domaines, de la production et de la recherche, se sont des atouts extraordinaires, il faut les mettre en valeur, il faut consolider la SNIAS, parce qu'il reste des problèmes pour assurer la continuité, l'avenir, le développement de cette entreprise. Mais il y a bien d'autres domaines où l'on peut développer les activités modernes et qui ne soient pas fondées sur des fermetures, du chômage, mais au contraire, soient créatrices d'activités, d'activités nouvelles ou renouvelées et d'emplois nouveaux qualifiés. C'est une région qui a tout pour être prospère et où il fait bon vivre, pas seulement parce que la nature y est belle, mais parce que les ressources permettent effectivement de vivre et de travailler au pays.

Louis DESTREM

Vous croyez Henri KRASUCKI que le fait d'habiter une région telle MIDI-PYRENEES, avec des activités de pointe, électronique, l'aéronautique, la diversité des activités traditionnelles, le textile, n'y a-t-il pas une sorte d'antinomie?

Henri KRASUCKI

Pourquoi y aurait-il antinomie, vous savez Silicon Walley, c'est un mythe, j'ai mon ami Alain OBADIA qui participe à cette délégation ici, il pourrait vous en parler il en revient des ETATS-UNIS, Silicon Walley ce n'est pas ce qu'on en dit. On va le raconter, nous, ce qu'on a vu, de quoi ça à l'air réellement. Cela dit, en quoi le fait de fabriquer des micros processeurs ultras perfectionnés, ça peut remplacer le tissage ou la confection des vêtements, on n'est pas encore à la veille d'avoir découvert le slip électronique... (rires)... ce n'est pas contradictoire, il faut faire des vêtements. Il faut une agriculture, une industrie agro-alimentaire, il faut faire des maisons, des entreprises de constructions, elles ne sont pas toutes gigantesques, il y a des tas de petites entreprises, qui ont besoin de vivre et qui font le tissu de la vie locale, et puis il faut des industries de pointe, ça se complète.



Visite Usine ST ELOI à la SNIAS

Intervention de H.KRASUCKI devant les travailleurs de l'ALSTHOM en greve le 21/9/84

Camarades,

(extraits)

...

Qu'est-ce donc qui lui arrive à cet ALSTHOM, un fleuron de notre industrie?

Un canard boiteux?

Une entreprise dépassée? pas moderne?

Dans ce Groupe, on y fabrique le TGV le train le plus moderne du monde,

- matériel roulant,
- turbines qui équipent les centrales électriques de tous types en FRANCE et dans le monde hydraulique, thermique et nucléaire.
- moteur TGV et équipement
- équipement RATP,
- et transport matériel des plus modernes - 50 % rentrées de devises.

Pas modernes ces productions? du jour au lendemain?

Pas moderne l'équipement représentant plusieurs dizaines de millions d'investissements?

Pas moderne le matériel électronique ?

Qu'est-ce que le modernisme a à voir là-dedans.

Voilà une entreprise qui a tout pour réussir. Orgueil de TARBES et offrant la sécurité de l'emploi.

C'est cela que je venais visiter, et voilà qu'on nous annonce comme un coup de tonnerre qu'un quart des effectifs doit être éliminé et 4 500 salariés dans l'ensemble du Groupe ALSTHOM.

Cela fait combien de PME et de sous-traitants qui vont disparaître?

Combien de milliers de salariés?

Le tonnerre, cela assomme ou cela réveille.

Vous êtes éveillés, vous dites NON ! et vous avez raison.

Vous connaissez la valeur de votre entreprise, vous savez ce que vous-mêmes vous voulez.

Il devient difficile de parler de sureffectifs - trop de monde partout - ça ne passe pas, alors on invente pour vous un mot nouveau: vous êtes en sous-charge.

Mais qu'on appelle la chose comme on voudra, le résultat, c'est qu'un travailleur sur quatre doit être éliminé.

Non seulement ceux qui sont là seraient chassés, mais c'est un emploi sur quatre qui disparaît pour les jeunes de tarbes et des environs qui espéraient travailler un jour à l'ALSTHOM.

.../...

Après les plus modernes aciéries, après les chantiers navals, après CREUSOT-LOIRE, voilà ALSTHOM.

On "modernise", on "adapte" à la hache.

Et nous devrions dire amen?, courber la tête?, remercier peut-être?

Il n'en est pas question.

Ce serait un suicide - non seulement pour les 449 menacés, mais pour tous les autres, car quand on commence à amputer une usine pareille, elle devient de moins en moins rentable et tout le monde fini par y passer.

Ce n'est pas cela que vous avez voulu, ce n'est pas cela que vous avez espéré.

Et bien, il faut l'empêcher, et pour l'empêcher un seul moyen : L'ACTION.

oooooooo

A ceux qui se demandent: mais peut-on l'empêcher? Je dis: seuls ceux qui renoncent sont battus d'avance.

Pour gagner et être soutenus, il faut se battre.

ALSTHOM, CARMAUX, DECAZEVILLE, CREUSOT-LOIRE et tant d'autres, ça commence à bien faire.

Si la riposte est assez forte, il faudra changer ce cap de la dégringolade.

Faisons donc en sorte, que la réplique soit assez forte, persévérante, énergique, pour arrêter cette hécatombe et faire que la raison l'emporte.

Vous avez commencé comme il faut, sachez que la C.G.T. est avec vous et que vous pouvez compter sur elle.

Courage et fermeté, debout les travailleurs !

DEUX VISITES, UN DEBAT AVEC LES I C T

Le département de la HAUTE-GARONNE, l'agglomération toulousaine sont hyper-dimensionnés industriellement, avec de grandes concentrations de très hautes technologies dans le domaine de l'aéronautique, le spatial, l'électronique, la robotique.. On compte 70 000 ingénieurs, cadres, techniciens, 5 000 chercheurs, 55 000 étudiants, 400 laboratoires de recherche.

Nous sommes un département où s'opèrent de profondes mutations dans l'appareil de production, dans l'évolution et la composition sociologique du salariat.

La visite de la SNIAS et du LAAS (LABORATOIRE D'AUTOMATISME ET d'ANALYSE DES SYSTEMES), la rencontre avec les directions syndicales, les syndiqués de ces deux entreprises, le dîner-débat avec les ingénieurs et cadres supérieurs, où au total plus de 250 camarades ont discuté, échangé avec Henri KRASUCKI et Alain OBADIA. Le choix de telles entreprises, la rencontre avec ces catégories, n'étaient pas fortuite, elle démontre combien la C.G.T. et l'U.G.I.C.T. mettent leurs efforts en commun pour prendre en compte les réalités de l'heure, pour réaliser la convergence entre tous les salariés, mettre en place les structures, prendre en compte les revendications de chacune des catégories en les écoutant et en faisant avec eux.

Les deux visites ont montré la haute technicité, le haut niveau de recherche, nous plaçant au tout premier plan international, cela démontre bien que la Région a des atouts réels pour s'inscrire dans une croissance économique permettant de satisfaire les besoins du pays, les besoins économiques et sociaux de l'ensemble des salariés.

Les 90 ingénieurs et cadres supérieurs réunis lors du dîner-débat ont porté témoignage des possibilités réelles, novatrices qui existent pour aller de l'avant.

Aujourd'hui il existe parmi ces catégories des convergences avec nos propositions en partant des réalités professionnelles, d'ailleurs de nombreuses actions démontrent leur participation de plus en plus grande aux luttes sous des formes qui leur sont propres. Nous avons pu également remarquer la nécessité de développer notre action pour une meilleure liaison inter-entreprises, pour une valorisation des recherches et leurs insertions rapides dans le milieu industriel. "Hilare" le robot mobile du LAAS peut être un exemple porteur d'avenir pour la mine dans l'exploitation de difficiles veines.

...

S'adapter aux profondes mutations, répondre à nos faiblesses d'organisations, prendre en compte ce qui existe, le travail engagé et qui porte déjà des fruits, voilà des moyens qui existent pour redonner à la C.G.T. à l'U.G.I.C.T. les forces nécessaires. Tout cela est aujourd'hui possible en partant des réalités très diversifiées de nos catégories, de nos entreprises, cela implique pour nous une démarche d'un style nouveau. La C.G.T. n'a pas peur de la modernisation, des nouvelles technologies, elle est pour. Mais cela ne doit pas se traduire par une baisse de la masse salariale des entreprises par rapport à la valeur ajoutée.

Nous n'opposons pas rentabilité financière, à la rentabilité sociale. Impulser la démarche, écouter, débattre, proposer, agir avec les salariés de toutes les catégories, chacune dans des formes qui leur sont propres, s'inscrit bien dans le plan de travail confédéral, avoir une activité des structures spécifiques dans les entreprises, il y va de l'avenir de la C.G.T., de notre efficacité revendicative, de notre capacité à jouer un rôle dans la transformation économique et sociale - agir ainsi à partir du succès des visites, du dîner-débat, voilà les conditions nécessaires et indispensables pour réussir un grand Congrès National de l'U.G.I.C.T. les 30/31 MAI - 1er et 2 JUIN à l'UNIVERSITE PAUL SABATIER DE TOULOUSE.



L'ABONNÉ - PRESSE - REPROGRAPHIE - SÉRIGRAPHIE - RELIURE-BROCHURE - ÉDITION

C.C.P. TOULOUSE 3147-94 Y
tel. (61) 23.48.75

BOURSE DU TRAVAIL, PLACE ST-SERNIN - 31071 TOULOUSE CEDEX

L'AMICAL SALUT D'HENRI KRASUCKI

Chers camarades,

De passage à "La Dépêche"
je saisis l'occasion pour
vous laisser un salut très
fraternel à vous tous
les travailleurs du livre
et à votre syndicat CGT.

Bien cordialement
à tous et à tous

Toulouse
622-9.84

20 - 21 -22 Septembre

Henri KRASUCKI en Midi-Pyrenees

Les Echos

Le Monde

Le Parisien

L'EQUIPE
et
LA DÉPÊCHE
du Midi

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie
MATIN

Libération
9 rue Christiani

la Vie Ouvrière
C.G.T.

LA CROIX

le quotidien
de Paris

DERNIERE
HEURE

La Nouvelle
REPUBLIQUE
des Pyrénées

Assemblée N

L'Humanité
ORGANISME CENTRAL DU SYNDICAT GÉNÉRAL DES ÉCRIVAINS

JEUDI 13 SEPTEMBRE 1988 ANITE

Le Peuple
ORG
CON

LA DÉPÊCHE
du Midi

REVUE DE PRESSE

OPTIONS



L'invité de la Rédaction de LA DEPECHE DU MIDI

force extérie... août à
un coup de chapeau au... progression
leurs résultats sur les marchés solvables explique
en effet, en grande partie, les bons chiffres du
mois d'août.

C.g.t. : Le ton monte

Le ton change à la C.g.t. Ainsi, hier, Henri Krasucki, de passage dans la métropole de Midi-Pyrénées où il a entamé une visite de trois jours, a-t-il exhorté les travailleurs à « accroître leur action syndicale ».

Page
Nationale

Samedi 22 septembre 1984

pour être élu dès demain.

Mans a
projet de la direction de faire

Il faut le savoir

Tarbes : la colère de Krasucki

Tarbes (C.P.). — Henri Krasucki, le secrétaire général de la C.g.t., de passage, hier après-midi, à Tarbes, a tout simplement annulé sa visite des ateliers de l'usine Alsthom, une visite pourtant prévue depuis longue date, dans le cadre de son voyage syndical en Midi-Pyrénées.

Devant deux à trois cents salariés C.g.t. de cette entreprise, réunis dans la cour de l'usine, le leader de la C.g.t. a expliqué sa décision. La veille, au cours d'une rencontre avec des militants, il apprit, dit-il, que le groupe Alsthom devait annoncer, le 26 septembre, à l'occasion du comité central d'entreprise, la suppression de 4.500 emplois pour l'ensemble du groupe, dont 449 pour l'usine de Tarbes. Tout en se félicitant de la riposte des travailleurs qui avaient débrayé, durant une heure, hier après-midi, Henri Krasucki expliqua qu'il annulait sa visite de l'usine, pour « protester contre l'arbitraire de la direction en solidarité avec les salariés d'Alsthom Tarbes ».

De son côté, la direction de l'usine de

Tarbes apportait, hier soir, le démenti le plus formel. « Seul un projet de convention F.n.e. permettant au personnel, âgé de cinquante-cinq ans, de partir en pré-retraite, sera soumis au comité central d'entreprise », dit-elle en substance. Il faudra donc attendre le 26 septembre, afin d'être fixé sur l'avenir du groupe Alsthom.

J.-P. R.

SOCIAL

Sur l'agenda d'Henri Krasucki

Le secrétaire général de la C.g.t. Henri Krasucki effectue un séjour midi-pyrénéen dont le programme est fort copieux.



Entre une visite à la S.n.i.a.s. et la découverte du L.a.a.s., et avant de se rendre à Tarbes et à la fête de l'Union départementale C.g.t. de Haute-Garonne, il a animé un dîner-débat qui réunissait, au Novotel de Toulouse, une centaine de cadres C.g.t.

Si la discussion avait été placée sur le thème des technologies nouvelles, elle fut en réalité très générale abordant, tour à tour, des préoccupations comme les revenus ou les conditions de travail ou encore les possibilités d'interventions des syndicalistes cadres pour favoriser la création d'emplois. Mais plusieurs intervenants ont tenu à évoquer les problèmes propres à leur branche professionnelle comme un ingénieur des mines de Carmaux, un médecin de travail, un chercheur du C.e.r.t. ou un cadre de l'E.d.f...

Vouvelle

Numéro 12 185 - VENDREDI 21 SEPTEMBRE 1984

PUBLIQUE

des Pyrénées

4-RÉDACTION : 65001 TARBES CEDEX
Grand-Barère - Téléphone (62) 93.90.90



C.P. 20302

Krasucki à Tarbes

Pas de visite à l'usine Alsthom

Dans le cadre de sa visite en Midi-Pyrénées, M. Krasucki, leader de la C.G.T., était à Tarbes cet après-midi. La visite qu'il devait faire à l'usine Alsthom à 15 heures a été subitement annulée. Cette décision de la C.G.T. fait suite à la réunion du comité central d'entreprise d'Alsthom qui s'est tenue à Paris mercredi. La direction a annoncé que la restructuration du groupe se poursuivait avec 4 514 suppressions d'emplois. Cette restructuration touche

l'usine de Tarbes où 449 suppressions d'emplois sont prévues avec des départs en prétraite (90 pour 1984), une réduction du temps de travail et du chômage technique (10 jours d'ici à la fin de cette année).

« Nous ne pouvons accepter ces mesures, nous dénonçons le fait qu'un groupe nationalisé licencie et c'est pourquoi nous avons annulé la visite de M. Krasucki à l'usine de Tarbes », a déclaré, en fin de mati-

née, M. Ambrosini, secrétaire de l'union départementale C.G.T.

Dans le cadre de sa visite en H.-P., M. Krasucki devait seulement donner une conférence de presse à 17 h 30 à la Bourse du Travail, A 18 h 30, il était reçu par le maire de Tarbes.

A l'usine Alsthom, un débrayage a marqué l'intention de la C.G.T. de tout faire pour s'opposer aux suppressions d'emplois.

Henri Krasucki à « La Dépêche du Midi » « Mettre le paquet tous azimuts... »

« Il faut mettre le paquet. Et tous azimuts. » Quand le secrétaire général de la C.g.t. lance un tel mot d'ordre, on ne doit pas s'attendre et le gouvernement encore moins, à un paquet cadeau. C'est en tout cas par cette formule lapidaire qu'Henri Krasucki a résumé, hier, dans les locaux de « La Dépêche », les grandes tendances du pré-à-porter syndical. En considérant que pour la C.g.t., c'est à l'automne que tombent les dernières feuilles, il faut constater que le baromètre social vient d'enregistrer un sérieux coup de froid. C'est pourtant sans prendre de gants, c'est son habitude, que M. Krasucki, souriant, c'est sa manière, a brossé le tableau de trois années de gestion socialiste et d'action syndicale.

A l'opposé...

Il a rappelé de quelle manière les travailleurs et les salariés avaient manifesté leur « ras-le-bol » en 1981 et les espoirs que le changement de régime avaient fait naître. Il a souligné le rôle nécessaire de contre-poids qu'avait alors joué la C.g.t. et, comme

on ne peut pas tout changer du jour au lendemain, la patience des travailleurs. Il a évoqué ensuite le blocage des salaires, premier signe de désespoir, puis le plein de rigueur. Plus qu'une alerte, il subsistait pourtant une zone assez floue qui permettait sans doute de garder quelque espoir : le vote industriel. Pour Henri Krasucki, le vote s'est, en fait, rebattu comme on claque une porte. « Les mesures qui ont été prises étaient à l'opposé de ce que nous attendions. »

A l'étonnement a succédé l'indignation. « Tous nos appels sont restés sans réponse. Ils ont continué imperturbablement. Le cloisonnement entre les syndicats et le pouvoir paraît d'autant plus hermétique que dans le secteur nationalisé, selon Henri Krasucki, les conseils d'administration sont vidés de leur substance n'ayant aucun rôle à jouer. Dès lors, que fera-t-on ? Mettre le paquet ! Imaginer et mettre en œuvre toutes les méthodes d'action syndicale pour que le gouvernement ouvre, enfin, les yeux. Mais notre rôle, à la C.g.t., c'est de dire : Attention, danger !

Aux travailleurs de régler en fonction de leur situation et de ce qu'ils sont capables de faire, jusqu'à la grève si c'est nécessaire. A Creusot-Loire, à La Seyne, chez Renault, au Mans, ils ont compris. Je souhaite que d'autres comprennent... »

« Comprendre »

« Comprendre ». De fait, c'est un terme qui est revenu souvent dans les propos d'Henri Krasucki. Les salariés doivent comprendre que s'ils ne mobilisent massivement, ils ne peuvent faire entendre comme ont réussi à le faire les partisans de l'école privée. Le gouvernement doit « comprendre » qu'il ne peut pas gérer la crise contre les forces vives du pays. Pour abattre les murs de l'incompréhension, la C.g.t. paraît décidée à poursuivre jusqu'au bout. « Jusqu'au-boutiste » Henri Krasucki ? « Je ne sais pas ce que cela veut dire. Je suis éternelle et patiente. L'avenir nous dira si la patience le cède à l'énergie... »

J.-P. BALUSSOU.

« Alsthom, c'est Creusot-Loire... »

Alsthom c'est Creusot-Loire, Henri Krasucki n'a pas caché ses mots, hier, au cours de sa visite à la rédaction toulousaine de « La Dépêche ». Pour lui, le processus engagé à Tarbes, et dans le groupe Alsthom, rappelle d'une façon inquiétante celui déjà connu dans la métallurgie. Quand on se préoccupe près de cinq cents emplois dans une ville, que ce soit sous une direction locale ou par opération chirurgicale à V.M., ce

sont toujours cent de postes perdus pour les jeunes qui espéraient en jour les occuper, constate le secrétaire général de la C.g.t.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que l'usine qui fabrique les moteurs de T.G.V., les turbines des centrales électriques, qui exporte 80% de sa production est périmée... Les outils sont modernes et les hommes qualifiés, affirme le leader syndical. Quand

une usine s'empare du quart de son potentiel humain, elle devient obligatoirement, en terme, moins rentable... On invente alors des euphémismes : Après avoir parlé de sur-effectif, on a trouvé, aujourd'hui, pour Alsthom, le terme de sous-charge en attendant demain de qualifier l'unité de surdimensionnée, déclare Henri Krasucki, qui a pris comme une véritable douche froide à l'annonce du projet de

scellement à la voile de sa visite chez Alsthom.

Pourtant, le secrétaire général de la C.g.t. n'était pas venu en Midi-Pyrénées pour visiter des canards boiteux. Au programme de ce voyage : L'Aérospatiale et le laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes. Je n'ai pas été déçu, avoue Henri Krasucki, après ses deux visites toulousaines. A l'usine de l'Aérospatiale de Saint-Eloi, j'ai pu apprécier le travail des automatismes et le secrétaire général de décrire avec dynamisme le fonctionnement des robots dans le magasin des pièces détachées. J'ai pu visiter une usine moderne, agréable, équipée de machines du plus haut niveau technique... Et je comprends que l'Aérospatiale ait pu enlever le marché proposé par la compagnie américaine Pan Am... par contre, Henri Krasucki a trouvé éton-

nant le filtrage dissuasif qui a été effectué à l'entrée de la réunion qu'il devait tenir avec les salariés. Une bonne note dans une visite à l'organisation par ailleurs très satisfaisante de l'avis du leader syndical.

Henri Krasucki et la C.g.t. n'ont pas peur des technologies nouvelles. Certes, elles appauvriront les postes à certains niveaux, mais elles permettront une meilleure responsabilisation des travailleurs par une meilleure qualification. Et la reconquête d'activités traditionnelles aujourd'hui abandonnées dans notre pays permettra le reclassement : « On ne dit pas... La robot n'est pas l'ennemi... entre l'Etat actuel et l'Etat futur vers lequel nous évoluons, il y aura équilibre des emplois, un Krasucki, optimiste sur la théorie.

Guy ANDRIEU.

LA DIRECTION D'ALSTHOM TARBES DEMENT

Tarbes (C.P.). — Dès vendredi soir, après l'intervention d'Henri Krasucki, devant les militants cégétistes d'Alsthom Tarbes la direction de cette entreprise réagissait en publiant un démenti catégorique aux informations du secrétaire général de la C.g.t. Dans un communiqué qu'elle nous a remis, la direction précise de la façon la plus formelle « qu'il n'est pas envisagé le licenciement de 449 personnes. Un projet de convention F.N.E. permettant au personnel âgé de 55 ans

de partir en préretraite va être soumis au comité central d'entreprise. Les ajustements complémentaires de la capacité de production seront effectués par une réduction d'horaires de travail et non pas par des licenciements ».

De source bien informée une centaine de salariés sur un effectif de 1.600 personnes seront concernés par cette mesure de préretraite. D'autre part, onze jours de chômage technique ont été annoncés pour les trois mois à venir.

23/9

Renault Reprise des négociations au Mans

Les négociations engagées, hier, à 11 heures entre la direction de l'usine Renault du Mans, totalement paralysée par une grève depuis vendredi midi, et les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c. se poursuivent, hier, toujours un peu avant 17 heures.

Selon le C.f.d.t., seul le problème de la garantie de l'emploi, revendication formulée pour la première fois, vendredi dans la soirée, aurait été abordé jusqu'à maintenant.

Au cours de l'interview qu'il a donnée, hier, à « La Dépêche », Henri Krasucki a réag vivement au

divers commentaires reprochant aux ouvriers grévistes de Renault de « compromettre la sorte de la « Super 5 ». Lorsque la direction ferme l'usine pour chômage technique, 8-1-8 déclinant, personne ne dit rien des conséquences que cela peut avoir sur la fabrication.

Eh ! si la direction, elle a le droit. Mais lorsqu'il s'agit des ouvriers, on ne parle pas de sabotage. Je l'ai remarqué : une seule chose », ajouta M. Krasucki.

Si ce secteur marche mal, si cette chaîne de fabrication connaît beaucoup de déboires, si les délais de livraisons sont longs et si les voitures présentent des défauts, à qui la faute ? Faudra-t-il toujours accuser le licenciement ? Il y a une direction qui est responsable des méthodes de fabrication qu'elle fasse correctement son travail... »

— HENRI KRASUCKI A TARBES —

« Agissez pour arrêter l'hécatombe »

Le secrétaire général de la CGT annule sa visite de l'usine Alsthom pour exprimer sa solidarité aux salariés en lutte contre les licenciements

Imprévu hier dans le voyage d'Henri Krasucki en Midi-Pyrénées. Après avoir visité un atelier de la SNIAS, un laboratoire du CNRS à Toulouse, débattu avec la presse, les syndiqués, avant de participer aujourd'hui à la fête de l'Union CGT de Haute-Garonne, Henri Krasucki devait visiter l'usine Alsthom de Tarbes. Il s'y est rendu... mais pour s'y adresser aux travailleurs en lutte contre 449 licenciements.

« Le tonnerre cela assomme ou cela réveille. Vous êtes éveillés et vous dites non. Et vous avez raison. » Le tonnerre, pour les 1.600 salariés de l'usine de Tarbes, c'est l'annonce de la suppression des 4.500 emplois par Alsthom dont 449 chez eux. Cela doit être confirmé mercredi, lors d'un comité central d'entreprises. Et c'est dans cette usine que, hier après-midi, Henri Krasucki devait effectuer une visite technique. Elle s'est transformée en rencontre avec plus de 200 travailleurs qui avaient observé un arrêt de travail.

Le secrétaire général de la CGT explique : *« J'ai annulé ma visite. Dans ces conditions, elle eût été dérisoire, caution morale. En l'annulant je marque ma protestation, je vous exprime ma solidarité. »*

Pour expliquer ces coupes dans l'emploi on a abandonné le terme usé de *« sureffectifs »* pour le doux euphémisme de *« sous-charges »*. Mais les résultats sont les mêmes... Alors, interroge H. Krasucki : *« Qu'est-ce qu'il a cet Alsthom ? Est-ce un canard boiteux ? Une unité dépassée ? Les explications des travailleurs indiquent que non. On produit des éléments de moteurs pour le*

TGV, pour la RATP. Plus de 50 % de la fabrication sont exportés. Il y a eu des investissements. Alors ?... »

« Après les plus modernes aciéries, après les chantiers navals les mieux équipés, après Creusot-Loire, voilà Alsthom ! On modernise, on adapte à la hache. Devons-nous dire oui, courber la tête ? Ce serait un suicide. » Dès lors, le propos du secrétaire de la CGT devient une démonstration de la nécessité d'une *« action forte, consciente, énergique »*. Une action qui, selon lui, doit intéresser *« toutes les catégories de salariés au-delà des différences »*.

Puis, dans l'assistance, des bras se lèvent, des questions... On dialogue. Mais une conclusion s'impose qu'Henri Krasucki résume : *« Carmaux, Decazeville, vous maintenant, et tant d'autres, ça commence à bien faire. Ce n'est pas cela que vous avez voulu. Ce n'est pas cela que vous avez espéré. Si la riposte est assez forte, il faudra bien changer ce cap de la dégringolade. Arrêter cette hécatombe ! »*

Appel entendu : à l'Alsthom de Tarbes on propose, pour mercredi, une nouvelle journée de lutte.

La seule Fausse-Note
(voir réponse)
au verso

Henri Krasucki *Dépêche* Mobilisation pour l'action *24/09/86*



Il faudra donc attendre le mercredi 26 septembre pour connaître officiellement les mesures décidées par la direction du groupe Alsthom-Atlantique. Un comité central d'entreprise est convoqué pour ce jour, au siège de la société. L'intervention, vendredi après-midi, d'Henri Krasucki, le secrétaire général de la C.g.t., dans la cour de l'usine tarbaise, a provoqué quelques inquiétudes, dès samedi matin, parmi le personnel et cela malgré le démenti formel de la direction qui conteste l'interprétation de la C.g.t. (« La Dépêche » de samedi).

L'ensemble de la population tarbaise serait la première à se réjouir si l'inexactitude des propos cégétistes se confirmait. La direction évoque le départ en préretraite de salariés âgés de 55 ans. De source bien informée, une centaine de personnes seraient touchées par cette mesure.

Alors pourquoi le leader de la C.g.t. a-t-il parlé de quatre cent quarante-neuf suppressions d'emplois à Tarbes et quatre mille cinq cents pour l'ensemble des unités du groupe Alsthom? De qui détenait-il ces informations? En refusant de visiter les ateliers aux côtés de la direction, il entendait manifester sa réprobation par solidarité avec les travailleurs. C'est son droit. Or, dans un souci d'efficacité, n'aurait-il pas mieux valu qu'il rencontrât le directeur afin de lui demander des informations précises sur ce dossier? La C.g.t. a préféré cette démarche. Nous n'avons pas à la juger.

Cependant, nous sommes en droit de nous interroger sur les objectifs de la C.g.t. qui dramatise la situation avant d'avoir reçu confirmation de telles menaces. Une réponse vient à l'esprit.

Devant le peu d'empressement de la base à se mobiliser, notamment sur les licenciements de Hughes Tool, la C.g.t. n'a-t-elle pas voulu créer un nouveau terrain de lutte syndicale? Le mot d'ordre est bien, actuellement, « action tous azimuts ». Elle aurait donc choisi Alsthom et Henri Krasucki, le secrétaire général, ne pouvait que donner le coup d'envoi.

Attendons le 26 septembre où un appel à l'action a déjà été lancé.

J.-P. ROLAND.

● H. KRASUCKI reçu à la mairie en la seule présence des adjoints communistes, devant les militants de la C.g.t. - (Op. M.-F. C.)



Toulouse, le 28 SEPTEMBRE 1984
A Monsieur le Rédacteur en Chef
de l'Édition Locale des HAUTES-PYRENES,

Monsieur ROLAND,

Je prends connaissance ce jour, de l'article paru sous votre signature dans l'Édition du LUNDI 24 SEPTEMBRE à propos de la situation des usines ALSTHOM. Je me permets de vous écrire, non pas pour mettre en cause votre liberté d'expression et votre indépendance - nous tenons nous-mêmes trop à la nôtre mais plutôt, si j'ose dire, parce que vous ne nous avez pas habitués à cela.

Parce qu'enfin, la tonalité générale de votre article jette le doute sur les propos du Secrétaire Général de la C.G.T. : on "s'interroge sur ses objectifs" on "dramatise la situation" etc... etc...

Avouez que beaucoup plus de crédit est accordé aux propos de la direction, dont le soi-disant démenti est qualifié par vous de "forme!".

Nous aurions préféré qu'avant d'écrire ces lignes, vous posiez directement la question aux intéressés, d'autant qu'au cours de la journée du 21/9 vous en avez eu l'occasion à plusieurs reprises.

Il vous aurait été répondu très clairement: de la direction elle-même, dans son plan social adressé aux membres du Comité Central d'Entreprise convoqué comme vous l'indiquez - pour le 26/9.

Daté du 17/9 nos camarades n'ont reçu ce document officiel que la veille de la visite d'Henri KRASUCKI.

Il indique en particulier à la page 4 :

A la page 11 ce même document précise que pour TARDES :
"La sous-charge représente 449 emplois. Le problème ne pourrait qu'être partiellement résolu par le départ en pré-retraite des salariés atteignant 55 ans".

Bien sûr, le mot de licenciement n'est jamais employé par la direction. Mais celui qui suit - même de loin - l'actualité sociale, connaît la traduction concrète d'expressions comme : "Unités surdimensionnées" ou autres "sureffectifs" ou bien encore comme c'est le cas de "sous charge". Ce n'est pas au professionnel que vous êtes que je vais apprendre toutes les subtilités et les richesses de la langue française.

Henri KRASUCKI a d'ailleurs répondu à cela, s'adressant aux travailleurs en lutte :

" Il devient difficile de parler de sureffectifs - trop de monde partout - ça ne passe pas, alors on invente pour vous un mot nouveau: vous êtes en sous-charge. Mais qu'on appelle la chose comme on voudra, le résultat c'est qu'un travailleur sur quatre doit être éliminé. "Mais ceux qui sont là seraient chassés, mais c'est un emploi sur quatre qui disparaît pour les jeunes de TARDES et des environs qui espèrent travailler un jour à l'ALSTHOM".

C'est ainsi, par exemple que, toujours sans licenciement, l'effectif de l'Usine ALSTHOM de TARDES est passé d'environ 2 500 salariés il y a très peu d'années à 1 693 au 1/6/84.

J'avoue, Monsieur ROLAND, que comme vous, je "m'interroge sur les objectifs" visés en publiant votre article. C'est d'autant plus étonnant (pour ne pas dire plus) qu'apparemment rien ne vous obligeait à revenir le lundi suivant sur un événement qui au demeurant votre Quotidien - ainsi que les autres - avaient relativement bien couvert.

Henri KRASUCKI a tenu à souligner publiquement cet aspect le SAMEDI 22 devant les caméras de FR3.

Notre petit article est la seule fausse note, je tenais moi-même à vous en faire part, et vous adresse mes salutations distinguées.

Henri GENSOUS,
Secrétaire du COMITE REGIONAL
et Responsable de la FT METALLURGIE.

En visite à Tarbes

Henri Krasucki

**hausse
le ton**

La direction
d'Alsthom
dénonce les
interprétations
de la C.G.T.



LIRE EN PAGE 5

Krasucki dénonce le massacre industriel et hausse le ton



C'est à la Bourse du travail (ci-dessus) que Henri Krasucki a fait sa conférence de presse au cours de laquelle il a tenu des propos très sévères contre ceux qui souhaitent la « modernisation et les licenciements », attaquant au passage, le CNPF, le gouver-

nement et les autorités régionale et départementales. A l'hôtel de ville, il fut reçu par M. le maire, entouré des seuls adjoints communistes et en présence des responsables et délégués des différents syndicats C.G.T. des Hautes-Pyrénées.

Le venu de Henri Krasucki à Tarbes a été entièrement conditionnée par l'annonce — émanant d'ailleurs de la CGT — de la suppression de 448 emplois à Alsthom. Le secrétaire général de la CGT avait une visite de l'usine inscrite à son programme ; mais dans ce contexte imprévu, la visite devenait impossible et était donc annulée. Ce qui ne veut pas dire, dans le langage de la CGT, que Henri Krasucki ne s'est pas rendu sur place. Dès son arrivée à Tarbes, il s'est dirigé sur l'usine de Soues où il est allé assurer les employés de son soutien, au cours d'un bref voyage vite à profit pour prononcer un discours.

Discours qui devait reprendre et développer Henri Krasucki lors d'une conférence de presse tenue à la Bourse du Travail. En y faisant bon nombre d'attaques, inscrites surtout par des parvenus de langage. Ainsi, qui est venu par ces propos ? « Beaucoup de gens parlent de modernisation, de modernisme, de modernisme, sans savoir de quoi ils parlent. A la suite des visites que je fais, j'ai une idée qui se perfectionne, au fur et à mesure, de ce qui se fait, et projets et des conséquences. Alors que d'autres en parlent pour en tirer des conclusions sommaires. Une ligne : modernisation, mais licenciements ». Et

d'ajouter : « On se fait une idée de la CGT qui ne correspond pas à la réalité. Je ne suis pas sûr que les dirigeants des autres centrales syndicales se tiennent autant au courant des techniques ».

BOUTIEN... A ALSTHOM

Puis, Henri Krasucki devait revenir à l'Alsthom : « Hier soir j'apprends que Alsthom allait annoncer 4500 licenciements à l'échelle du groupe, dont un quart des effectifs de Tarbes. Il était donc exclu que je puisse maintenir le programme et faire comme si de rien n'était en visitant cette usine, en étant reçu par les représentants de cette direction qui a pris une décision de cette nature. Mais il était dans l'ordre des choses que je vienne apporter mon soutien aux travailleurs au cours de ce rassemblement de lutte ».

Voilà pour l'action, pour la réflexion, Henri Krasucki devait poser beaucoup de questions tout en formulant de nouvelles accusations : « On ne va pas me dire que c'est pour cause de modernisation qu'on fait ça à Tarbes. Les produits d'Alsthom sont parmi les plus modernes de ce que l'on fait dans le monde entier. Tarbes exporte à 80 %. L'usine de Tarbes produit les moteurs du TVG ! On vient d'investir plusieurs des-

nes de millions ces dernières années sur Tarbes, tout n'est donc pas périmé. Ce n'est pas avec des clous que l'on fait le TVG. La modernisation, c'est pas ça. Surtout, le mot commence à être périmé. Pour Alsthom, la mot un mot nouveau : le sous-charge. Mais, dans les deux cas, il faut mettre les gens à la porte. Rien ne peut justifier une décision pareille. Je vois une précipitation des décisions. Où allons-nous ? Après les chantiers navals, Crouzet-Louis, la sidérurgie, demain, quoi ? C'est la décadence ? On casse l'économie française par pare erreurs. Si c'est ce qui devait être la vérité de l'économie française, alors la France va vers le sous-développement. Qu'est-ce qui va rester comme activité industrielle dans le département ? C'est une véritable catastrophe. Pour nous, il est impossible d'accepter ce massacre-là ».

Le secrétaire général de la CGT devait donc lancer cet appel : « Dans la suite des événements, j'espère que les autres organisations syndicales suivront l'action la plus unitaire possible, est souhaitable. Il est nécessaire qu'il y ait des actions vigoureuses, d'urgence. Si on ampute Alsthom d'un quart maintenant, dans six mois, dans un an, on dira que l'usine est encore

moins rentable. Après, on la liquidera. Personne ne peut donc se sentir tranquille à Alsthom. C'est aussi un problème pour tous les habitants de Tarbes et du département, tout le monde doit se mobiliser. Plus les licenciements se succèdent et s'aggravent, plus les travailleurs sont dans la nécessité de réagir. Pour le moment, ce n'a pas suffi. Il faut donc employer des moyens plus énergiques pour se faire entendre ».

Pour conclure, après des attaques contre le gouvernement et le CNPF, Henri Krasucki devait s'en prendre aux autorités départementales et régionales qui « ont fait la sourde oreille » aux propositions de la CGT contenues dans le document élaboré par l'Union départementale :

« Produire, travailler, vivre autrement en Basse ».

Accompagné par Pierre Genoux, secrétaire confédéral (et Tarbais d'origine), François Casteln, secrétaire régional, et par tous les membres de l'Union départementale, Henri Krasucki se rendait ensuite à l'hôtel de ville où il était reçu par M. Raymond Errera entouré de Mme Soulier et de MM. Visu et Teytaud. Dans son discours, le maire de Tarbes devait évoquer les actions municipales en faveur de l'emploi : « Nous y accordons la priorité et cela est bien normal pour une municipalité d'Union de la gauche ». Une petite phrase qui prenait un relief particulier dans ce contexte...

Jean-Louis TOULOUZE

Pas de licenciements à Alsthom précise la direction

Suite à certaines déclarations émanant de la CGT, la direction de l'usine Alsthom nous a fait parvenir le communiqué ci-dessous.

« En démenti des propos tenus à ce sujet, la direction de l'établissement de Tarbes précise de la façon la plus formelle qu'il n'est pas envisagé le licenciement de 448 personnes ».

« Un projet de convention FNE permettant aux personnes âgées de 55 ans de partir en préretraite va être soumis au Comité Central de l'Entreprise ».

« Les ajustements complémentaires de la capacité de production seront effectués par une réduction d'horaires de travail et non pas par des licenciements ».

Nous n'avons pas le choix : subir ou agir

En Midi-Pyrénées, le secrétaire général
de la CGT rencontre
des milliers de travailleurs

Trois jours midi-pyrénéens pour Henri Krasucki, jeudi, vendredi et samedi. Des visites, des rencontres avec les syndiqués, les travailleurs, la presse.

Approcher ce qui se fait de plus avancé maintenant comme dans un atelier d'Airbus, apprécier les innovations, les découvertes qui demain ou dans dix ans modifieront la manière de produire, comme dans un laboratoire du CNRS ; mais en même temps faire le point avec les salariés, en conclure avec eux à la seule exigence d'agir... On le voit, en tout point, ce furent des journées très « branchées ».

Il n'y a pas eu en fait deux faces à ce séjour d'Henri Krasucki dans la région Midi-Pyrénées. Mais, en vérité, ces deux moments, avec leurs formes différentes, participaient d'un même souci, d'une même cohérence. H. Krasucki, lors d'une conférence de presse tenue à Tarbes, expliquait d'ailleurs tout cela : « Certains croient que la CGT ne s'intéresse qu'à la peine du terrassier. Ce n'est pas tout à fait ça. Il est nécessaire pour un responsable syndical de voir comment on travaille dans telle ou telle branche. D'avoir une idée de ce qui se fait, de ce qui se fera bientôt grâce à la Recherche, au progrès technologique. C'est d'autant plus important qu'on parle beaucoup de modernisation. On en parle souvent sans savoir de quoi on parle. »

De tels propos venaient à point à Tarbes. On sait (voir « L'Humanité » du 22 septembre) que la direction d'Alstom y envisage de substantielles réductions d'effectifs. H. Krasucki avait d'ailleurs annulé son passage dans l'entreprise pour s'adresser aux travailleurs qui commencent à répliquer à de tels plans. Plus tard, donc, il commentait : « Ici, on ne peut pas nous faire le coup de la modernisation. On fabrique, entre autres, des éléments de moteurs de TGV. Connait-on plus moderne dans le genre ? Et je ne peux pas croire qu'ils soient fabriqués avec de vieilles bécanes, des outils rouillés !... Alors, où allons-nous ? L'industrie française dans ce qu'elle a de meilleur disparaîtrait-elle ? »

C'est d'ailleurs une telle interrogation — et bien sûr ses réponses — qui constitueront ici et là l'essentiel des propos du secrétaire de la CGT. Le jeudi soir à Radio Mon País, il commente son discours du 5 septembre : « Tout est encore possible. Mais il est juste temps. C'est pourquoi la CGT pose la question : les travailleurs doivent peser, et qu'est-ce que peser veut dire ? »

Samedi, devant la rédaction de la « Dépêche du Midi », il ajoute : « Aux travailleurs de réagir en fonction de leur situation et de ce qu'ils sont capables de faire, jusqu'à la grève si nécessaire. »

Pas à la place des gens

On avait discuté également de tout cela jeudi soir lors d'un dîner avec près de cent cadres, ingénieurs et techniciens en compagnie d'Alain Obadia, le secrétaire de l'UGICT. « Peut-on à la fois protester et proposer ? », demande un des convives. Pour les deux dirigeants syndicaux « ce qu'on peut faire de pire, c'est de se rendre ; ce qu'on peut faire de mieux, c'est d'empêcher les décisions nuisibles et

préservé ainsi toutes les chances de progrès ».

Pour Henri Krasucki, une idée de bon sens : « On n'est pas entendu, tout simplement parce qu'on ne s'exprime pas assez fort. » Lui, dans ce cas, s'exprimait devant plus de deux mille personnes samedi après-midi à la fête de l'Union CGT de Haute-Garonne. Ici, il appelait « à un sursaut salutaire ». Et pour cela, il faut « faire vite et fort ». Car selon H. Krasucki « si l'on en est arrivé là, c'est bien la faute à ceux qui ont les oreilles bouchées. Nous n'avons pas le choix : subir ou agir ». Pour lui, également : « Il faut œuvrer avec la volonté unitaire de rassembler sans gommer les divergences, mais unis sur l'essentiel. » Il ajoute : « Quand on est décidé, on comprend ce qu'il faut faire, on trouve ce qu'il faut faire et on le fait. »

Alors que resurgissent des thèmes prônant l'individualisme, il insiste à montrer la nécessité de l'organisation collective : « rendre nos syndicats plus accueillants ». Jeudi soir, devant les adhérents CGT de la SNIAS, il avait suggéré : « Il suffit parfois d'un petit coup de rein nouveau pour redécouvrir le syndicalisme. Ne pas penser à la place des gens, ne pas leur inventer de revendications. Avant de faire du grand syndicalisme, faisons chaque jour du syndicalisme avec un petit s. »

LOUIS DESTREM

La Dépêche 23 9. 83

Isabelle Aubret au Bazacle à la fête de la C.g.t.

rir
ir,
rs
s,
ur
ar
le
s
s
s
-
e
i,
e
it
s
u

Il pleuvait fort, hier, sur le chapiteau installé au Bazacle quand le secrétaire de l'Union départementale C.g.t., Robert Blanco a présenté Henri Krasucki.

Le secrétaire départemental donnait le ton, « l'heure est à la lutte ». Un ton que ne faisait que confirmer le leader national (voir en informations générales).

Près de deux mille militants se pressaient pour écouter le secrétaire général délaissant, un instant, les nombreux stands installés dans l'enceinte. Des appels à lutte, des rappels de luttes comme cette rétrospective présentée par le Syndicat du livre, mais aussi des sandwiches, des saucisses grillées et des boissons.

La fête de la C.g.t. est devenu, en quelques années, une manifestation traditionnelle pour tous les militants. Même si le temps comme cette année tem-

père quelque peu les ardeurs.

Dans le hall du Bazacle la classique présentation des technologies nouvelles. Les traminots, Motorola, le Centre national des études spatiales, le laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes, les P.t.t. et les Télécom,

A.b.g.-S.e.m.c.a., présentaient des techniques de pointes. La fameuse R 11 qui parle du stand Renault s'est « taillée » la vedette. Il faut faire la queue pour entendre la voix synthétique.

Aujourd'hui, la fête continue avec la finale des épreuves sportives; la manifestation de cyclotourisme. Chanson, cette après-midi, avec un grand récital, Isabelle Aubret, à 16 heures.

Un débat sur les technologies nouvelles terminera cette après-midi.

Depeche 22/09/84

Social

Attendre le 26 septembre

Le leader de la C.g.t. parle de 449 licenciements à Alsthom-Tarbes. La direction du groupe dément formellement

La venue à Tarbes d'Henri Krasucki laissera des souvenirs, tellement elle fut fertile en rebondissements. Le leader C.g.t. avait prévu de visiter les ateliers d'Alsthom-Atlantique, une visite technique, comme il en fait chaque mois pour s'informer des capacités de productions de l'industrie française et se tenir

au courant des procédés de fabrications. Or, peu avant 12 heures, Henri Krasucki faisait savoir qu'il annulait sa visite. La veille, au cours d'une rencontre avec des confrères toulousains, il avait appris, dit-il, que la direction du groupe Alsthom s'appretait à annoncer, le 26 septembre, au cours d'un comité central d'entreprise,

une importante « charrette »: une mesure de réductions d'effectifs et de réduction de capacité de production. De source C.g.t., le groupe Alsthom-Atlantique devrait se séparer de 4.500 salariés dont 450 pour la seule usine de Tarbes.

Dans ce contexte, a-t-il dit, une visite officielle de l'usine aurait été une dérision, une caution morale, une offense aux travailleurs.

Je suis venu non pas en visite mais en appui de votre action. C'est donc en ces termes qu'il salua, hier, vers 15 h 30, dans la cour de l'usine, deux à trois cents travailleurs C.g.t. Par un débrayage d'une heure, ils entendaient protester contre l'ampleur des mesures.

Fait de cette information, Henri Krasucki axa son propos sur la mobilisation, l'organisation de la riposte, une action plus dure, massive et résolue terminant son allocution sur ce slogan: **Courage et fermeté, déboutez les travailleurs.**

Un coup de théâtre en fin d'après-midi, la direction d'Alsthom informe des de-



Rencontre à bâtons rompus à Alsthom pour Henri Krasucki, ici interviewé par M. ZAMBROSINI, leader du C.g.t. en Bigorre. (C.P.M.F.C.)

clarations de H. Krasucki démentait formellement l'éventualité de licencier 449 personnes (voir notre encadré). Pour la direction, une centaine de salariés, âgés de 55 ans, partirait en préretraite et des mesures de chômage technique (onze jours d'ici fin 1984) compenseraient la perte de production. Il faudra donc attendre le 26 septembre pour être fixé officiellement sur l'avenir du groupe.

J.-P. ROLAND.
● **Suite au verso**

La direction dément

La direction de l'établissement de Tarbes précise de la façon la plus formelle qu'il n'est pas envisagé le licenciement de 449 personnes. Un projet de convention F.n.e. permettant au personnel âgé de 55 ans de partir en préretraite va être soumis au comité central d'entreprise. Les ajustements complémentaires de la capacité de production seront effectués par une réduction d'horaire de travail et non pas par des licenciements.

Depêche

Krasucki : « Mettez le paquet »

social

Hier, à Tarbes, le leader de la C.g.t. a appelé à une réplique « persévérante et énergique »

Pour la première fois depuis qu'il préside les destinées de l'U.D.-C.g.t., Jean-Luc Ambrosini, entouré des membres du bureau, accueillait le leader de la première centrale syndicale ouvrière de France. De 15 h 30 à environ 23 heures, Henri Krasucki n'a pas eu le temps de souffler car il a tenu à respecter à la lettre le programme. En fin de

matinée, la rumeur courait qu'il « bouderait » Alsthom. Il y est bien venu, mais dans des circonstances différentes que celles annoncées (voir en page une).

Accompagné de Pierre Jeansous, secrétaire confédéral; de Henri Jeansous et de François Canazin, secrétaires du comité régional C.g.t., Henri Krasucki est

arrivé devant l'usine à bord d'une Renault 25. Souriant, vêtu d'un costume clair, bravant l'air frisquet, il fut chaleureusement applaudi par les quelque trois cents militants d'Alsthom réunis dans la cour.

M. Guillaume, responsable C.g.t. de l'entreprise, avait d'jà annoncé les menaces pesant sur

l'emploi; l'auditoire était donc parfaitement informé de la démarche de M. Krasucki lorsque ce dernier prit la parole, un micro tenu par J.-L. Ambrosini, des militants graves en lieu de travail, le visage tendu, le décor était planté; le leader C.g.t. n'était plus en visite mais dans l'action. Il durcit le ton : *Face au tonnerre, on s'endort ou on se réveille; vous êtes éveillés, vous dites non ! et vous avez raison.*

Il se veut encourageant : *Vous avez commencé comme il faut.* Au jeu des questions-réponses, Henri Krasucki, sourit. Le premier des intervenants, un Antillais, regrette que tous les stéges lui soient refusés parce qu'il est noir. La C.g.t. est contre le racisme, répond-il. Il refuse le terme inaction pendant ces trois dernières années et rappelle les prises de position face au blocage des salaires au second plan de rigueur.

A quand un mot d'ordre général pour une grande action, à impatiente un salarié. *Ça ne se décide pas en appuyant sur un bouton, il faut que monte un état*

d'esprit et quand les conditions seront réunies, vous pourrez compter sur la C.g.t., conclut-il par un amical « salut à tous » puis, émené par les dirigeants de la C.g.t. d'Alsthom, il s'isole quelques instants dans les locaux syndicaux. A 17 heures, nous le retrouvons à la bourse du travail où, après avoir visité les lieux, il a dû se réjouir de la prochaine construction de salles plus fonctionnelles. A 17 h 30, rencontre avec la presse. Il explique sa décision d'annuler la visite officielle et précise les raisons de son déplacement dans les régions de France. *Il n'y a guère de leaders syndicaux qui en font autant. Il s'inquiète sur l'avenir de l'Alsthom. Mais à cette heure, nous ignorons le démenti de la direction du groupe. C'est dommage. H. Krasucki réfile le terme plus nuancé de suppression de poste. Ce sont des licenciements...*

Il l'a dit

● C'est une première à Tarbes. On ne parle plus de sureffectifs - ça ne passe pas alors on invente un mot nouveau la sous-charge.

● On modernise, on adapte à la hache. Et nous devons dire Amen, courber la tête ? Remercier peut-être ? Il n'en est pas question.

● La C.g.t. est contre le racisme au nom des Droits de l'Homme.

● Il faut mettre le paquet surtout quand ça vous arrive en pleine figure comme c'est le cas aujourd'hui pour vous.

● A propos des impôts déguisés. Je ne sais pas quelle diablerie le gouvernement va inventer prochainement.

● Si la riposte est assez forte, il faudra changer ce cap de la dégringolade.

● Abîmer l'Alsthom c'est toucher à la ville, à ses habitants.



J.-P. ROLAND.
● Les travailleurs de l'Alsthom. - (Op. M.-F. C.)

nouvelles

HEBDO 31

Hebdomadaire Départemental du PCF. 1, allée Marc St-Saëns 31100 Toulouse BP. 1157036 Tlse Cedex. N°158 du 27 septembre 84 - 21.

A LA FÊTE DE LA C.G.T. PROGRÈS SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Dans le cadre de la Fête de la CGT, a été organisé un important débat sur le thème « Progrès industriel, technologique, social ». Il s'est tenu dimanche à 17 heures dans le Hall où une excellente exposition en constituait une probante illustration.

Une assistance nombreuse, dont l'attention ne se relâcha jamais, le contenu des interventions — tant celles qui émanaient des personnalités invitées (1), que de la salle — prouvaient que l'initiative de l'UD-CGT d'organiser un tel débat, rencontrait une préoccupation majeure des travailleurs aujourd'hui.

Éclairé par la rigueur des questions et des réponses, par la qualité des personnalités présentes à la « tribune », le débat — dont il faudrait, pour en rendre toute la richesse, faire un long compte-rendu analytique — mit au jour les questions principales soulevées par le problème.

Oui, le progrès scientifique et technique peut être pour les travailleurs, pour les hommes, un facteur de grand progrès social et humain.

Le progrès scientifique et technique n'est pas une chose qu'on pourrait avoir la possibilité d'accepter ou de refuser. Il est inscrit dans la vie, il doit se faire. Il permet et permettra de fabriquer infiniment plus de produits qu'aujourd'hui, à un coût moindre, avec moins d'efforts.

Il appartient aux travailleurs d'intervenir puissamment pour qu'il s'exerce au profit du plus grand nombre, et non de quelques uns.

(1) : Guy Andrieu, de « La Dépêche », Georges Giralt, directeur de recherches au CNRS, responsable du programme national automatique et robotique avancées ; Yvette Lucas, maître de recherches au CNRS ; Dr Christol, ergonomiste ; M. De Terssac, chargé de recherches au CNRS ; François Canezin, secrétaire régional CGT Midi-Pyrénées ; J.C. Foulcher, secrétaire UGICT-CGT Haute-Garonne.

- Extraits -

nouvelles

HEBDO 31

Hebdomadaire Départemental du PCF. 1, allée Marc-Séguin 31100 Toulouse BP. 1157036 Tlse Céces. N°158 du 27 septembre 84 - 2f.

SAMEDI, DIMANCHE C'ÉTAIT LA FÊTE DE LA C.G.T.

Chapiteau comble à l'occasion du meeting avec Henri Krasucki le samedi malgré la pluie. On discute avec les filles de la SOFRACO; souvenez-vous il y a un an le patron faisait la caisse et s'exilait en Israël. Aujourd'hui elles ont gagné la reprise de la boîte, en prime, formation et augmentation de salaire.

La casse patronale ! Sa haine du progrès social et des libertés. La preuve : Le stand de la CGT de l'imprimerie et du labeur diffuse un film de 3mn «gentiment prêté par FR3» pour l'occasion. On peut y voir le patron du 31, le gratuit connu pour ces interdits syndicaux, atteintes aux libertés cassant son entreprise à coups de barre à mine : les salariés revendiquaient alors tout simplement le paiement des heures supplémentaires, la reconnaissance de leur section syndicale.

Pour Henri Krasucki « les choses commencent à bouger mais pas suffisamment. Le mécontentement commence à s'exprimer de façon lucide et ferme ». Pour preuve les travailleurs de Renault au Mans refusent la casse de la régie.

La fête c'était celle de gens préoccupés par le chômage, la perte du pouvoir d'achat. Un souci se dégageait, celui de dire que ces trois dernières années le patronat a tout fait pour nous tirer hors du terrain, pour nous enfermer dans la réunionite... Nous devons aujourd'hui être avec les cahiers revendicatifs au plus près des gens et ce afin de redonner l'espoir en faisant faire par et dans les luttes avec les travailleurs, l'expérience que rien n'est foutu. Cette volonté de dépasser le slogan pour faire une autre pratique syndicale est une bonne chose. La question n'est pas seulement de faire le constat d'une situation mais de voir avec tous les intéressés, à partir de leur diversité, de leurs consciences ce qu'ensemble on peut faire avancer.

Revenait fort dans les discussions les questions du dynamisme de l'activité des militants CGT du lien direct avec leurs collègues de travail. Le problème n'est-il pas que le monde du travail se dote rapidement de puissantes organisations de la CGT.

